

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 547

27 février 2015

### SOMMAIRE

A-Tek International S.à r.l. ....	26228	Interact S.A. ....	26217
A.T.S. LU S.à r.l. ....	26227	International River Transport S.A. ....	26212
BIF II Lux Gen S.à r.l. ....	26214	International University of Health, Exercise & Sports S.A. ....	26212
BlueBay Direct Lending I Co-Invest A Investments (Luxembourg) S.à r.l. ....	26229	ISS Technologies S.à r.l. ....	26251
BlueBay Direct Lending I Investments (Luxembourg) S.à r.l. ....	26231	IT Advanced Consulting Holding S.A. ....	26217
CDK Global (Luxembourg) 1 S.à r.l. ....	26233	Jasper Luxembourg S.à r.l. ....	26216
CTL Participations S.A. ....	26237	Jempy Investments S.à r.l. ....	26251
Déménagement de Plennermann S.à r.l. ....	26235	Jerry & Co S.A. SPF ....	26251
Eurotank S.à r.l. ....	26210	Jesmond Benelux S.A. ....	26252
Factory 4 S.A. ....	26210	JMK Concept S.à r.l. ....	26252
Fidemon S.à r.l. ....	26210	JP Garitte Consulting and Management Assurance S.A. ....	26219
Fin.Bra. S.A. ....	26210	J P S Impec Occasions Sàrl ....	26251
Flims S.A. ....	26210	Kamsa Luxco 1 S.à r.l. ....	26252
Floralize Sàrl ....	26211	Kamsa Luxco 2 S.à r.l. ....	26252
Iberian Capital Investors S.à r.l. ....	26211	Kreuzberg Properties S.à r.l. ....	26253
Immo Avenir Passive ....	26211	Lai Fu Luxembourg S.A. ....	26219
Immobilière de la Rocade S.à r.l. ....	26211	Luxembourg Investment Company 28 S.à r.l. ....	26214
Immobilière Giacomo S.A. ....	26212	Mariposa Luxembourg II S.à r.l. ....	26214
Immobilière Nicole S.A. ....	26212	Mena Advertising S.A. ....	26213
Immobilière Rosa S.A. ....	26213	Milia Gestion S.à r.l. ....	26253
Immostart S.à r.l. ....	26213	Mill Luxembourg Holdings 1 ....	26256
ING International Currency Management Fund ....	26212	Mill Luxembourg Holdings 2 ....	26256
Inomineval S.A. ....	26213	Multi Rent a Car S.à r.l. ....	26256
Intelsat Operations S.A. ....	26217	Preval Funds SICAV ....	26239
		Storm A Holdings S.à r.l. ....	26224

**Eurotank S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1941 Luxembourg, 261, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 137.692.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 23 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013380/10.

(150015286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Factory 4 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1735 Luxembourg, 4-6, rue François Hogenberg.

R.C.S. Luxembourg B 177.177.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 05 décembre 2014.

Pour statuts coordonnés

Référence de publication: 2015013397/11.

(150016327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Fidemon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3936 Mondercange, 4, Op Feileschterkeppchen.

R.C.S. Luxembourg B 103.886.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26/01/2015.

Référence de publication: 2015013403/10.

(150015963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Fin.Bra. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 76.204.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg) S.A.

Société Anonyme

*Agent domiciliataire*

Référence de publication: 2015013406/12.

(150016303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Flims S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1933 Luxembourg, 41, rue Siggy vu Lëtzebuerg.

R.C.S. Luxembourg B 61.818.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Pour ordre  
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.  
Boîte Postale 1307  
L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015013411/14.

(150015665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Floralize Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 19, avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 136.752.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour FLORALIZE SARL*  
Société à responsabilité limitée  
FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015013413/12.

(150016366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Iberian Capital Investors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 14.000,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.  
R.C.S. Luxembourg B 178.528.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013491/10.

(150015238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Immo Avenir Passive, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9964 Huldange, 101, Duarrefstrooss.  
R.C.S. Luxembourg B 150.652.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015013493/10.

(150015208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Immobilier de la Rocade S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 19, avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 159.383.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Immobilier de la Rocade S.à r.l.*  
Société à responsabilité limitée  
FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015013494/12.

(150016395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**IRT, International River Transport S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9990 Weiswampach, 2, Kuarregaart.  
R.C.S. Luxembourg B 65.094.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013503/10.

(150016171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**International University of Health, Exercise & Sports S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4671 Differdange, 50, avenue du Parc des Sports.  
R.C.S. Luxembourg B 190.186.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2015013504/10.

(150015813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Immobilière Giacomo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2266 Luxembourg, 6, rue d'Oradour.  
R.C.S. Luxembourg B 68.547.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour IMMOBILIERE GIACOMO S.A.*

Référence de publication: 2015013522/10.

(150015395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Immobilière Nicole S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2266 Luxembourg, 6, rue d'Oradour.  
R.C.S. Luxembourg B 68.548.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour IMMOBILIERE NICOLE S.A.*

Référence de publication: 2015013523/10.

(150015441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**ING International Currency Management Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.  
R.C.S. Luxembourg B 40.811.

*Extrait du Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 21 janvier 2015*

*Conseil d'Administration*

- Démission de Monsieur André van den Heuvel en date du 1<sup>er</sup> mars 2014;
  - Ratification de la cooptation avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2014 de Monsieur Gerard Roelofs, 65 Schenkkade, 2595AS, la Haye, Pays-Bas;
  - Nomination de Monsieur Gerard Roelofs;
  - Nomination de Madame Sophie Mosnier, ManagementPlus S.A., 24, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg.
- Confirmation du mandat des administrateurs suivants:
- Monsieur Dirk Buggenhout, 65 Schenkkade, 2595 AS, la Haye, Pays-Bas
  - Monsieur Johannes Stoter, 65 Schenkkade, 2595 AS, la Haye, Pays-Bas
  - Monsieur Benoit De Belder, 65 Schenkkade, 2595 AS, La Haye, Pays-Bas

Les mandats des administrateurs sont accordés jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2016.

*Réviseur d'Entreprises*

Reconduction de mandat de la société Ernst & Young, 7 rue Gabriel Lippmann à L-5365 Munsbach, pour une période d'un an, jusqu'à la prochaine assemblée qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

ING Investment Management Luxembourg S.A.

Par délégation

Elise Valentin / Kathleen Carnevali

Référence de publication: 2015013538/27.

(150015733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Immobilière Rosa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2266 Luxembourg, 6, rue d'Oradour.

R.C.S. Luxembourg B 68.549.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour IMMOBILIERE ROSA S.A.*

Référence de publication: 2015013524/10.

(150015396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Immostart S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 178.253.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26/01/2015.

Référence de publication: 2015013528/10.

(150016001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Inomineval S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38-40, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 163.516.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 24 décembre 2014*

1. L'assemblée, après avoir pris connaissance du rapport du commissaire à la liquidation, approuve à l'unanimité le rapport du liquidateur ainsi que les comptes de liquidation.

2. L'assemblée donne à l'unanimité décharge pleine et entière au liquidateur, au commissaire à la liquidation et aux administrateurs.

3. L'assemblée prononce la clôture de la liquidation de la société.

4. L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans au moins à l'adresse: L-1510 Luxembourg, 38-40, avenue de la Faïencerie (auprès de la société «Fideco S.A.»)

Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Fideco S.A.

Référence de publication: 2015013539/18.

(150016007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Mena Advertising S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 165.990.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Signature

*Le mandataire*

Référence de publication: 2015013649/13.

(150016225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

**Mariposa Luxembourg II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 480.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 193.044.

—  
EXTRAIT

Il résulte du contrat signé en date du 19 décembre 2014, que les 480.000 parts sociales de la société, d'une valeur nominale de USD 1,- chacune, seront désormais détenues par Mariposa Luxembourg I S.à.r.l., ayant son siège social au 15 Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013639/14.

(150016394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

**BIF II Lux Gen S.à r.l., Société à responsabilité limitée,**

**(anc. Luxembourg Investment Company 28 S.à.r.l.).**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 193.525.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third day of December,

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Luxembourg Investment Company 28 S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, incorporated on November 27, 2014 pursuant to a deed of Maître Blanche Moutrier, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg), in replacement of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg), not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since its incorporation.

THERE APPEARED:

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l. a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 103123, and having a share capital of EUR 1,823,000 (the Sole Shareholder);

here represented by Régis Galiotto, notary-clerk, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, prenamed and represented as stated above, representing the entire share capital of the Company, has requested the undersigned notary to record that:

I. The Company's share capital is presently set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares, all in registered form, with a nominal value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up;

II. The agenda of the meeting is as follows:

1. Waiver of convening notices;

2. Amendment to the name of the Company from "Luxembourg Investment Company 28 S.à r.l." to "BIF II Lux Gen S.à r.l.";

3. Amendment of article 4 of the articles of association of the Company to reflect the name change under item 2. above; and

4. Miscellaneous.

III. The Meeting has taken the following resolutions:

*First resolution*

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Meeting waives the convening notices, the Sole Shareholder considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

*Second resolution*

The Meeting resolves to amend the name of the Company from “Luxembourg Investment Company 28 S.à r.l.” to “BIF II Lux Gen S.à r.l.”.

*Third resolution*

The Meeting resolves to amend article 4 of the Articles which shall henceforth read:

“ **Art. 4.** The company has the name of “BIF II Lux Gen S.à r.l.”, a private limited liability company.”

There being no further business, the meeting is closed.

*Estimate of costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand four hundred Euros (1,400.- EUR).

*Declaration*

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, such proxyholder signed together with the notary the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L’an deux mille quatorze, le vingt-trois décembre,

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

S’est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l’Assemblée) de l’associé unique de Luxembourg Investment Company 28 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d’immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, constituée le 27 novembre 2014 en vertu d’un acte de Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), en remplacement de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Société). Les statuts de la Société (les Statuts) n’ont pas été modifiés depuis sa constitution.

A comparu:

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, établie et ayant son siège social à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103123, et ayant un capital social de EUR 1,823,000 (l’Associé Unique),

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après signature "ne varietur" par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l’enregistrement.

L’Associé Unique, prénommé et représenté comme indiquée ci-dessus, représentant l’intégralité du capital social de la Société, a prié le notaire instrumentant d’acter ce qui suit:

I. Le capital social de la Société est actuellement fixé à douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires, sous forme nominative et ayant une valeur nominale d’un Euro (EUR 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées;

II. L’ordre du jour de l’Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Modification du nom de la Société de «Luxembourg Investment Company 28 S.à r.l.» à «BIF II Lux Gen S.à r.l.»;
3. Modification de l'article 4 des statuts de la Société afin de refléter le changement de nom sub. 2. ci-dessus; et
4. Divers.

III. L'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

La totalité du capital social de la Société étant représentée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté à l'Assemblée se considérant lui-même comme ayant été dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de modifier le nom de la Société de «Luxembourg Investment Company 28 S.à r.l.» en «BIF II Lux Gen S.à r.l.».

*Troisième résolution*

L'Assemblée de modifier l'article 4 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 4.** La société a la dénomination de «BIF II Lux Gen S.à r.l.», société à responsabilité limitée.»

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

*Estimation des frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est estimé à environ mille quatre cents Euros (1.400.-EUR).

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 décembre 2014. Relation: LAC/2014/64318. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013606/122.

(150016374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

**Jasper Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 33.400,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 144.800.

Il est porté à connaissance de tiers que:

- Monsieur Stewart Kam-Cheong a démissionné de sa fonction de Gérant de classe A de la Société avec effet au 21 janvier 2015.

- Monsieur Hermann-Günter Schommarz a démissionné de sa fonction de Gérant de classe A de la Société avec effet au 21 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 22 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013555/15.

(150015820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.



**IT Advanced Consulting Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 159.390.

—  
*Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires réunie à Luxembourg, le 25 novembre 2014 à 14.00 heures.*  
*Première résolution*

L'Assemblée Générale nomme en remplacement des administrateurs l'administrateur unique:  
Vincent Tucci, administrateur, ayant pour adresse professionnelle 10A, rue Henri Schnadt à L-2530 Luxembourg;  
Le mandat de l'administrateur unique prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire de l'an 2016.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée Générale nomme en remplacement du Commissaire aux Comptes:  
FIDUCIARY TUCCI & PARTNERS S.A., RCS Luxembourg B 177.770, 10A, rue Henri Schnadt, 1<sup>er</sup> étage, bureau 4A, L-2530 Luxembourg.  
Le mandat du nouveau Commissaire aux Comptes prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire de l'an 2016.

*Troisième résolution*

L'Assemblée Générale décide d'établir le nouveau siège social de la société au L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015013551/24.

(150016425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

**Interact S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2423 Luxembourg, 21, rue de Pont-Rémy.  
R.C.S. Luxembourg B 82.294.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société, extraordinairement en date du 19 décembre 2014 à 16.00 heures*

Les actionnaires prennent acte de la démission de Monsieur Benoît MICHEL de son poste d'administrateur avec effet au 20.08.2014.

Est nommé en remplacement du démissionnaire, Monsieur Guillaume HENROTTAY, né le 18.06.1979 à Neufchâteau (B) et demeurant à B-6700 Arlon, 254 rue de Bastogne.

Ce mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale à tenir en 2018.

Pour extrait sincère et conforme

*Un administrateur*

Référence de publication: 2015013542/16.

(150015971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

**Intelsat Operations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 156.669.

—  
In the year two thousand and fourteen, on the twenty-second day of the month of December.  
Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Intelsat Operations S.A. (the "Company"), a société anonyme having its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, incorporated on 12 November 2010 by deed of Maître Joseph Gloden, notary then residing in Grevenmacher, Grand-Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 2634 on 2 December 2010 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 156.669.

The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time on 2 August 2013 by deed of Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg published in the Mémorial number 2333 of 21 September 2013.

The meeting was presided by Mrs Marie-Amandine Coydon, jurist, professionally residing in 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

There was appointed as secretary and scrutineer Mr Florent Deslandes, jurist, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

1. The shareholders represented and the number of shares held by each of them is shown on an attendance list signed by the chairman, the secretary and scrutineer and the undersigned notary. The said list will be attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

As it appeared from said attendance list that all the seven million two hundred and eighty-eight thousand six hundred and thirty-five (7,288,635) shares (represented by 6,145,666 Ordinary Shares and 1,142,969 Preferred Redeemable Shares) and all the eighty-seven million five hundred thousand (87,500,000) Beneficiary Certificates in issue in the Company were represented at the general meeting and the shareholders and Beneficiary Certificates' holders of the Company declared having had sufficient prior knowledge of the agenda of the meeting and waived their rights to any prior convening notice thereof so that the meeting was validly constituted and able to validly decide on all the items of the agenda.

2. The item of the agenda is as follows:

#### *Agenda*

- Amendment of article 14.3 of the articles of association of the Company by way of the modification of the definition of "OSEquity" which shall read as follows:

"OSEquity = the sum of issued share capital relating to the Ordinary Shares, total share premium, the legal reserve and any profits reflected in the most recently prepared interim financial statements since the end of the previous financial year, minus any declared interim dividends, as of the conversion date".

After deliberation the meeting unanimously took the following resolution:

#### *Sole resolution*

The meeting resolved to amend article 14.3 of the articles of association of the Company to read as set out in the agenda.

There being no further item on the agenda the meeting was closed.

#### *Expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1,500.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the appearing parties hereto these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day beforementioned.

After reading these minutes the appearing parties signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quatorze, le vingt-deuxième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'Intelsat Operations S.A. (la «Société»), une société anonyme dont le siège social se situe au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, constituée le 12 novembre 2010 suivant acte reçu de Maître Joseph Gloden, notaire résidant alors à Grevenmacher, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 2634 du 2 décembre 2010, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, sous le numéro B 156.669.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 2 août 2013 suivant acte reçu de Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial numéro 2333 du 21 septembre 2013.

L'assemblée a été présidée par Madame Marie-Amandine Coydon, juriste, résidant professionnellement à 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

A été nommé secrétaire et scrutateur Monsieur Florent Deslandes, juriste, résidant à Luxembourg.

Le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. Les actionnaires représentés et le nombre d'actions que chacun détient figurent sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire et scrutateur, et le notaire soussigné. Ladite liste sera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec celui-ci.

Il résulte de ladite liste de présence que la totalité des sept millions deux cent quatre-vingt-huit mille six cent trente-cinq (7.288.635) actions (représentées par 6.145.666 Actions Ordinaires et 1.142.969 Actions Préférentielles Rachetables) et la totalité des quatre-vingt-sept millions cinq cent mille (87.500.000) Titres Bénéficiaires émis dans la Société étaient représentés à l'assemblée générale et les actionnaires et les porteurs de Titres Bénéficiaires de la Société ont déclaré avoir eu suffisamment connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée auparavant et ont renoncé à leur droit de convocation préalable à l'assemblée, de sorte que l'assemblée était valablement constituée et en mesure de décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

2. Le point de l'ordre du jour est le suivant:

*Ordre du jour*

- Modification de l'article 14.3 des statuts de la Société en modifiant la définition de «OSEquity» qui aura la teneur suivante:

«OSEquity = la somme du capital social émis concernant les Actions Ordinaires, la prime d'émission totale, la réserve légale et tout bénéfice reflété dans les états financiers intermédiaires les plus récemment préparés depuis la fin de l'exercice précédent, moins tout acompte sur dividende déclaré, au jour de la date de conversion».

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité la résolution suivante:

*Résolution unique*

L'assemblée a décidé de modifier l'article 14.3 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur énoncée dans l'ordre du jour.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

*Dépenses*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incomberont à la Société en raison du présent acte, sont estimés à EUR 1.500,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des parties comparantes, le présent procès-verbal est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent procès-verbal, les parties comparantes et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: M-A. COYDON, F. DESLANDES, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63296. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): I. THILL.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015013541/102.

(150015572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

**JP Garitte Consulting and Management Assurance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9654 Grümelscheid, 39, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 108.383.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015013565/10.

(150015800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

**Lai Fu Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 37.168.

L'an deux mille quatorze, le trente-et-un décembre

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme LAI FU LUXEMBOURG S.A., société anonyme (ci-après désignée par «la Société à Scinder»), ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 37168,

constituée sous la dénomination initiale de DUSOIR HOLDING S.A.H., par acte du notaire Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, alors de résidence à Luxembourg, en date du 17 mai 1991, publié au Mémorial C, n° 441 du 22 novembre 1991.

Les statuts ont été modifiés par actes reçus par le même notaire le 12 août 1992 publiés au Mémorial C n°577 le 28 août 1992, et encore le 21 septembre 1995, publié au Mémorial C n°617 le 9 octobre 1995.

La dernière modification statutaire a été reçue par Maître Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 30 décembre 2014, acte numéro 3705/2014 de son répertoire.

La Société à Scinder a un capital social actuel qui s'élève à USD 103.500 (cent trois mille cinq cents Dollars des Etats-Unis d'Amérique), divisé en 1.035 (mille trente-cinq) actions d'une valeur nominale de USD 100 (cent Dollars des Etats-Unis d'Amérique) chacune.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Claude GEIBEN, maître en droit, demeurant professionnellement à L-2227 LUXEMBOURG, 12, avenue de la Porte-Neuve.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Gabriele SCHNEIDER, directrice de société, demeurant professionnellement à L-1219, LUXEMBOURG, 23, rue Beaumont,

et l'Assemblée élit comme scrutateur Madame DOSSMANN Marie, employée privée, demeurant professionnellement à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.

Le bureau ainsi constitué constate que les 1.035 (mille trente-cinq) actions émises, représentant l'intégralité du capital social de la Société à Scinder LAI FU LUXEMBOURG S.A. sont valablement représentées à la présente assemblée, ainsi qu'il résulte d'une liste de présence qui restera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles, après avoir été signée NE VARIETUR par le mandataire des actionnaires et par les membres du bureau ainsi que par le notaire instrumentant.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par leur mandataire, les membres du bureau et le notaire instrumentant.

Monsieur le Président déclare et prie le Notaire d'acter ce qui suit:

I. Qu'il résulte de la susdite liste de présence que l'intégralité du capital social de la Société est dûment représentée à la présente Assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour ci-après reproduit.

II. Que la présente Assemblée générale extraordinaire a comme

*Ordre du jour:*

1. Prise de connaissance du Projet de scission partielle de la société LAI FU LUXEMBOURG S.A., par transfert d'une part de ses actifs et passifs à la société anonyme de droit luxembourgeois existante sous le nom LUXRESOURCES S.A. société de gestion de patrimoine familiale (ci-après aussi «le Bénéficiaire» ou «La Société Bénéficiaire»), tel que décrit dans le projet de scission partielle, établi par le conseil d'administration en date du 30 septembre 2014, publié au Mémorial C, n° 3531, du 25 novembre 2014,

sous réserve d'y apporter les modifications suivantes:

- rectification (par suite d'une erreur matérielle) du montant de l'augmentation de capital dans le chef de la société bénéficiaire, qui doit porter sur USD 62.500 au lieu de USD 17.500, suite à la réalisation de la scission partielle, le tout sans prime d'émission, et suppression de toutes références à une autre augmentation de capital successive en numéraire de USD 62.500 dans le chef de la société bénéficiaire, de sorte que le capital social de la société bénéficiaire s'élèvera, après réalisation de la scission partielle, sur USD 107.500 (cent sept mille cinq cents US Dollars)

- suppression pure et simple au point IV intitulé «Plan de scission: Annexe n° 1» à l'attribution à la société bénéficiaire de profits non distribués à hauteur de USD 31.250 ainsi que suppression du poste «prime d'émission» à hauteur de USD 31.250

ainsi qu'au point V intitulé «Adhésion du Bénéficiaire: Annexe n° 2» suppression du poste «prime d'émission» à hauteur de USD 31.250 et réduction du poste actif circulant à concurrence de USD 31.250.

- Modification subséquente des tableaux repris dans le projet de scission, pour les mettre en concordance avec ce qui précède.

2. Constatation qu'aucune opposition audit projet n'ayant été soulevée au cours d'un mois depuis cette publication et ratification des modifications et rectifications dont question ci-avant.

3. Réalisation du projet de scission, par application des articles 293 et suivants, notamment des articles 296 et 307 de la loi sur les sociétés commerciales.

4. Constatation de la mise en route des procédures pour assurer le respect des obligations qui résultent du plan de scission.

5. Constatation que la Société à Scinder n'est pas dissoute ni liquidée suite à la dite scission, mais continue d'exister, tel qu'il est détaillé dans le projet de scission.

6. Réduction du capital social de la Société à Scinder à concurrence de USD 62.500 (soixante-deux mille cinq cents Dollars des Etats-Unis d'Amérique) pour le ramener de son montant actuel USD 103.500 (cent-trois mille cinq cents Dollars des Etats-Unis d'Amérique) à USD 41.000 (quarante et un mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique), par l'annulation de 625 (six cent vingt-cinq) actions d'une valeur nominale de USD 100 (cent Dollars des Etats-Unis d'Amérique) par action.

Lesdites actions annulées seront ainsi échangées contre les actions nouvellement émises de la société bénéficiaire par annulation de 625 (six cent vingt-cinq) actions dans le cadre du rapport d'échange et modification subséquente du premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société à scinder.

7. Constatation de l'adhésion de la Société Bénéficiaire laquelle s'est engagée à augmenter son capital social pour conférer la propriété des 625 actions nouvellement créées aux actionnaires actuels de la Société à Scinder dans le souci de sauvegarder la proportionnalité dans les opérations de la scission.

8. Statuer sur d'autres points à ajouter à l'ordre du jour à la demande d'actionnaires contrôlant personnellement ou cumulativement avec d'autres au moins 10% des droits de vote.

8. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts l'Assemblée, après en avoir délibéré, prend par votes séparés et chaque fois à l'unanimité, sans aucune abstention, les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'assemblée prend connaissance du Projet de scission partielle de la société LAI FU LUXEMBOURG S.A., par transfert d'une part de ses actifs et passifs à la société anonyme de droit luxembourgeois existante sous le nom LUXRESOURCES S.A. société de gestion de patrimoine familiale (ci-après aussi «le Bénéficiaire» ou «La Société Bénéficiaire»), tel que décrit dans le projet de scission partielle, établi par le conseil d'administration en date du 30 septembre 2014, publié au Mémorial C, n° 3531, du 25 novembre 2014,

sous réserve d'y apporter les modifications suivantes:

- rectification (par suite d'une erreur matérielle) du montant de l'augmentation de capital dans le chef de la société bénéficiaire, qui doit porter sur USD 62.500 au lieu de USD 17.500, suite à la réalisation de la scission partielle, le tout sans prime d'émission, et suppression de toutes références à une autre augmentation de capital successive en numéraire de USD 62.500 dans le chef de la société bénéficiaire, de sorte que le capital social de la société bénéficiaire s'élèvera, après réalisation de la scission partielle, sur USD 125.000 (cent vingt-cinq mille US Dollars)

- suppression pure et simple au point IV intitulé «Plan de scission: Annexe n° 1» à l'attribution à la société bénéficiaire de profits non distribués à hauteur de USD 31.250 ainsi que suppression du poste «prime d'émission» à hauteur de USD 31.250

ainsi qu'au point V intitulé «Adhésion du Bénéficiaire: Annexe n° 2» suppression du poste «prime d'émission» à hauteur de USD 31.250 et réduction subséquente du poste actif circulant à concurrence de USD 31.250.

- Modification subséquente des tableaux repris dans le projet de scission, pour les mettre en concordance avec ce qui précède.

L'Assemblée générale, suite à ce qui précède, et après avoir constaté qu'aucune opposition n'a été soulevée à l'encontre tant du projet que des rectifications y apportées, l'approuve sans restrictions.

L'Assemblée constate et donne acte pour autant que de besoin que la scission s'opère par le transfert d'une partie des actifs et passifs de la Société à Scinder à la Société Bénéficiaire, savoir la société LUXRESOURCES S.A., plus amplement désignée dans le susdit projet de scission, conformément aux énonciations exposées et suivant les détails indiqués dans le projet de scission, tel que publié, étant précisé que le capital social de la Société à Scinder est détenu à raison de 50% chacun, par les 2 actionnaires de la société bénéficiaire, lesquels détiennent également le capital social de cette dernière dans les mêmes proportions.

La Scission prendra effet, aussi à toutes fins comptables, entre la Société à Scinder et le Bénéficiaire, à la date à laquelle les actionnaires de la Société à Scinder et ceux de la Société Bénéficiaire auront approuvé le projet de Scission (la «Date Effective»).

La répartition des éléments d'actif, des droits connexes et de passif tels qu'ils résultent du bilan intérimaire du 30 septembre 2014 est détaillée dans le projet de scission, dans l'annexe n°1 telle que modifiée par la suite.

Pour l'attribution des éléments d'actif, des droits et dettes de la Société à Scinder, il sera délivré aux actionnaires de la Société à Scinder 625 actions nouvelles, à la valeur nominale de USD 100,00 chacune, telles qu'elles résultent de l'augmentation du capital social du Bénéficiaire.

Les actions à émettre par le Bénéficiaire seront nominatives et conféreront aux actions nouvelles les mêmes droits de vote et aussi des droits égaux aux dividendes, distributions ou au boni éventuel de liquidation, tels qu'ils résultent des statuts du Bénéficiaire, à modifier en conséquence, sous réserve de l'engagement des nouveaux actionnaires à maintenir ladite participation dans leur portefeuille jusqu'au moins le 31 décembre 2016.

La Scission sera également assujettie aux conditions suivantes:

a) le Bénéficiaire devient propriétaire d'une partie des actifs, avec droits connexes et passifs de la Société à Scinder dans l'état dans lequel ils se trouvent à la Date Effective de la Scission, sans droit de recours contre la Société à Scinder, ses successeurs, ayants droit ou autres bénéficiaires légaux, pour quelque raison que ce soit;

b) le Bénéficiaire et la Société à Scinder sont redevables à partir de la Date Effective de tous impôts, droits, charges et frais, ordinaires et extraordinaires, échus ou non-échus, qui grèvent les éléments d'actif et des droits ainsi que les éléments de passif respectifs qui sont cédés au Bénéficiaire par l'effet ou de façon consécutive à la présente Scission;

c) la Société Bénéficiaire ainsi que la Société à Scinder veilleront à ce qu'à compter de la Date Effective tous droits et obligations attachés à ces éléments d'actif, avec les droits liés et les éléments de passif tels que attribués au Bénéficiaire, qui doivent rester contraints à continuer à remplir tous engagements et contrats alors en vigueur, résultant de la Scission et la répartition subséquente à la Date Effective, sans possibilité de recours contre la Société à Scinder, ses successeurs, ayants droit ou autres bénéficiaires légaux, pour quelque raison que ce soit;

d) les droits transférés au Bénéficiaire sont attribués ou autrement transférés à celui-ci, avec le bénéfice et garantie de toutes les sûretés existantes y attachées. Le Bénéficiaire sera ainsi subrogé en vertu de cette Scission, sans novation, dans tous les droits réels et personnels de la Société à Scinder en relation avec tous les objets de valeur, des droits et biens face à tous les débiteurs sans exception, tout ceci en conformité avec la répartition des actifs issus des bilans de la Société à Scinder.

Une subrogation s'applique plus particulièrement à tous les droits de gage, saisies, privilèges, options, sous options, droits de préemption et aux autres droits similaires, garanties et privilèges, apparents, cachés ou non-apparents, de telle façon à ce que le Bénéficiaire soit autorisé à effectuer et accomplir toutes les réclamations, notifications, enregistrements, renouvellements et renoncations à l'égard de tous les droits tels que nommés;

e) le Bénéficiaire renonce formellement à toutes actions en résolution envers la Société à Scinder et ses bénéficiaires légaux ou ayants droit, en raison du fait que le Bénéficiaire ou l'un de ses organes sociaux s'engage et s'engagera à assumer et endosser proportionnellement toutes les dettes, charges et obligations auxquelles la Société à Scinder serait commise ci-avant.

A la suite de cette Scission, la Société à Scinder n'est ni dissoute, ni liquidée, alors que celle-ci continuera à exister en développant et gérant ses actifs et passifs restants ainsi que ses acquisitions futures éventuelles.

Les deux parties à cette Scission, étant le Bénéficiaire et la Société à Scinder, procéderont à toutes formalités, voies et moyens requis par la loi ou autrement nécessaires ou utiles afin de donner plein effet à la Scission et au transfert de cette partie de l'actif, des droits et des dettes de la Société à Scinder envers le Bénéficiaire, tel que détaillé ci-dessous.

La Scission ne donnera pas lieu à l'octroi de quelconques avantages spéciaux aux membres du Conseil d'Administration ou aux commissaires aux comptes d'aucune des deux sociétés participantes à l'opération.

Aucune des deux sociétés n'emploie des salariés permanents.

L'accomplissement de tous ces transferts est décidé et approuvé, avec instruction au conseil d'administration d'y faire procéder.

Aucun avantage particulier n'est attribué aux experts, aux commissaires aux comptes ou aux membres du Conseil d'Administration des sociétés bénéficiaires.

#### *Deuxième résolution:*

L'assemblée constatation, pour autant que de besoin, qu'aucune opposition audit projet n'ayant été soulevée au cours d'un mois depuis cette publication et ratifie une nouvelle fois les modifications et rectifications dont question ci-avant

#### *Troisième résolution:*

L'assemblée, réunissant tous les actionnaires, renonce à l'application des articles 293, 294 (1), (2) et (4), et 295 paragraphe 1 (c) (d) et (e),

de sorte qu'il ne sera pas établi de rapport des conseils d'administration des sociétés participant à la scission, expliquant et justifiant du point de vu juridique et économique le projet de scission, ni de rapport de réviseur d'entreprises.

L'assemblée, réunissant l'ensemble des actionnaires, déclare que tous les autres documents requis par l'article 295 de la loi sur les sociétés telle que modifiée, ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social de notre Société.

#### *Quatrième résolution:*

L'Assemblée décide et recommande que toutes les dispositions de la loi, les procédures administratives ainsi que les instructions comptables soient mises en route afin que les engagements et obligations qui résultent du projet de scission soient promptement exécutées, instruisant pour le surplus le conseil d'administration de faire procéder dans ce sens.

L'Assemblée prie le notaire d'acter sur le vu d'une déclaration du conseil d'administration qui restera annexée au présent acte, que tous les documents prévus à l'article 295 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales ont été déposés un mois avant cette assemblée générale au siège social pour permettre aux actionnaires voire aux tiers éventuellement concernés d'en prendre connaissance.

*Cinquième résolution:*

Il est constaté que la Société à Scinder n'est ni dissoute, ni liquidée, alors qu'elle continuera d'exister en développant et gérant ses actifs et passifs restants ainsi que ses acquisitions futures éventuelles.

L'Assemblée générale constate conformément à l'article 301 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, soit que la scission deviendra effective à la Date Effective, avec les effets prévus par la loi, le tout sans préjudice des dispositions de son article 302 sur les effets de la scission à l'égard des tiers,

soit que toutes les dispositions ont été prises et ordonnées pour réaliser la scission, dans le même sens et en vue de produire les mêmes effets.

Du point de vue administratif et comptable les éléments du passif et de l'actif provenant du patrimoine de la Société Scindée, ainsi que ceux-ci ont été détaillés dans le projet de scission sont à transférer dans le patrimoine de la Société Bénéficiaire pour compter à partir de la Date Effective.

*Sixième résolution:*

L'assemblée décide, comme conséquence de la scission partielle, de réduire le capital social de la Société à Scinder à concurrence de USD 62.500 (soixante-deux mille cinq cents Dollars des Etats-Unis d'Amérique) pour le ramener de son montant actuel USD 103.500 (cent-trois mille cinq cents Dollars des Etats-Unis d'Amérique) à USD 41.000 (quarante et un mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique), par l'annulation de 625 (six cent vingt-cinq) actions d'une valeur nominale de USD 100 (cent Dollars des Etats-Unis d'Amérique) par action.

Lesdites actions annulées seront ainsi échangées contre les actions nouvellement émises de la société bénéficiaire par annulation de 625 (six cent vingt-cinq) actions dans le cadre du rapport d'échange et modification subséquente du premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société à scinder.

*Septième résolution:*

L'Assemblée, se fondant sur les connaissances qui lui ont été communiquées, constate que la Société Bénéficiaire LUXRESOURCES S.A. s'est engagée pour procéder, à la suite de la présente assemblée extraordinaire à la tenue d'une assemblée extraordinaire de ses actionnaires à la date de ce jour et après les présentes, conformément aux termes du projet de scission publié au Mémorial, série C, et que cette assemblée est destinée pour documenter son adhésion audit projet de scission partielle, et ceci sans restrictions.

Les actionnaires du Bénéficiaire sont notamment convoqués aux fins de réaliser les principes de proportionnalité inhérents à la scission lors des transferts de valeurs à leur profit pour procéder ensuite à une augmentation du capital social autorisée de leur société aux termes de laquelle 625 (six cent vingt-cinq) actions nouvelles à USD 100,00 (cent Dollars des Etats-Unis d'Amérique) à créer et augmentées chacune d'une prime d'émission de USD 50,00 (cinquante Dollars des Etats-Unis d'Amérique) par essence remboursable, sont à attribuer aux actionnaires actuels de la Société à Scinder.

Les résolutions de la présente assemblée sont prises sous la condition suspensive que les opérations de scission par apport à la société bénéficiaire, soit également approuvées par l'assemblée de la société bénéficiaire.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 12.00 heures

*Déclaration*

Le notaire instrumentant déclare que conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, avoir vérifié et atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société ainsi que du projet de scission.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant:

- (i) à la société scindée en raison des présentes s'élève approximativement à EUR 3.000.
- (ii) à la société bénéficiaire en raison des présentes s'élève approximativement à EUR 3000

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé le présent acte Nous Notaire.

Signé: C. Geiben, G. Schneider, J. Zeimetz et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 9 janvier 2015. Relation: 2LAC/2015/860. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): PAUL MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013609/231.

(150015076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Storm A Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 197.264,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 126.253.

—  
In the year two thousand fourteen, on the nineteenth day of December.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg,

is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of “Storm A Holdings S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée, incorporated and governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under section B, number 126.253, pursuant to a notarial deed of Maître Jacques DELVAUX, notary residing then in Luxembourg-City, dated 12<sup>th</sup> of March 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on the 3<sup>rd</sup> of July 2007, number 1343, page 64.439 (hereinafter referred to as the «Company»). The articles of association of the Company have been amended for the last time by deed of the same notary Delvaux on May 14, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on August 28, 2007, number 1817.

The meeting is opened by Mr Manuel MOUGET, employee, residing in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary of the meeting Mr Benoit TASSIGNY, employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Manuel MOUGET, prenamed.

The chairman then states:

I.- That the agenda of the meeting is worded as follows:

*Agenda:*

1. Approval of the interim accounts of the Company for the financial period from January 1, 2014 to December 10, 2014;

2. Discharge to be granted to the board of directors (conseil de gérance) of the Company for the performance of their duties from January 1, 2014 until the date of putting the Company into liquidation;

3. Dissolution of the Company and decision to put the Company into liquidation;

4. Appointment of the liquidator and determination of its power.

(ii) That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxy holders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxies of the represented shareholders, signed *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

(iv) That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

(v) That the present meeting is consequently regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

*First resolution*

The meeting decides to approve the interim financial statements financial period from January 1, 2014 to December 10, 2014.

*Second resolution*

The meeting decides to grant full discharge to the member of the board of directors of the Company for the performance of their duties from January 1, 2014 to December 10, 2014.

*Third resolution*

In accordance with articles 141-151 of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”), the meeting resolved to dissolve the Company and put it into liquidation with immediate effect.



*Fourth resolution:*

As a consequence of the above resolution, the meeting resolved to appoint as liquidator VP Services, a société à responsabilité limitée with registered office at 89a, rue Pafebruch, L-8308 Capellen (Grand-Duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 188.982 (the "Liquidator").

The meeting resolved that, in performing his duties, the Liquidator shall have the broadest powers as provided by Articles 144 to 148bis of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, to carry out any act of administration, management or disposal concerning the Company, whatever the nature or size of the operation.

The Liquidator may perform all the acts provided for by Article 145 of the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended, without requesting the authorization of the general meeting in the cases in which it is requested.

The Liquidator shall have the corporate signature and shall be empowered to represent the Company towards third parties, including in court either as a plaintiff or as a defendant.

The Liquidator may waive all property and similar rights, charges, actions for rescission; grant any release, with or without payment, of the registration of any charge, seizure, attachment or other opposition.

The Liquidator may in the name and on behalf of the company and in accordance with the law, redeem shares issued by the company.

The Liquidator may under his own responsibility, pay advances on the liquidation profits to the shareholders.

The Liquidator may under his own responsibility grant for the duration as set by him to one or more proxy holders such part of his powers as he deems fit for the accomplishment of specific transactions.

The company in liquidation is validly bound towards third parties without any limitation by the sole signature of the Liquidator for all deeds and acts including those involving any public official or notary public.

No further item being on the agenda of the meeting and none of the shareholders present or represented asking to speak, the Chairman then closed the meeting.

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas this deed is drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, notary, this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le dix-neuvième jour de décembre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de «Storm A Holdings S.à r.l.» une société à responsabilité limitée luxembourgeoise ayant son siège social au 20, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 126.253 constituée suivant acte notarié de Maître Jacques DELVAUX, notaire alors de résidence à Luxembourg-Ville, en date du 12 mars 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 3 juillet 2007, numéro 1343, page 64.439 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte du même notaire Delvaux en date du 14 mai 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 28 août 2007, numéro 1817.

L'assemblée est présidée par Monsieur Manuel MOUGET, employé, demeurant à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Benoit TASSIGNY, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Mr Manuel MOUGET, préqualifié.

Monsieur le Président expose ensuite:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des états financiers intérimaires de la Société pour la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2014 au 10 décembre 2014;

2. Décharge donnée aux membres du conseil d'administration (conseil de gérance) de la Société pour l'exercice de leur mandat du 1<sup>er</sup> Janvier 2014 jusqu'à la date de mise en liquidation de la Société;

3. Dissolution de la Société et décision de mettre la Société en liquidation;

4. Nomination d'un liquidateur et détermination des pouvoirs qui lui sont conférés;

(ii) Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les

associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des associés représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants resteront pareillement annexées aux présentes.

(iv) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et les associés présents ou représentés déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

(v) Que la présente assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée, après délibération, a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'assemblée décide d'approuver les états financiers intérimaires de la Société pour la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2014 au 10 décembre 2014.

*Deuxième résolution:*

L'assemblée décide de donner décharge aux membres du conseil de gérance pour l'exercice de leur mandat du 1<sup>er</sup> Janvier 2014 jusqu'à la date de mise en liquidation de la Société.

*Troisième résolution:*

Conformément aux articles 141-151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), l'assemblée a décidé la dissolution de la Société et la mise en liquidation de celle-ci, avec effet immédiat.

*Quatrième résolution:*

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée a décidé de nommer comme liquidateur VP Services, une société à responsabilité limitée dont le siège social se situe à 89a, rue Pafbruch, L-8308 Capellen (Grand-Duché de Luxembourg), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 188.982 (le «Liquidateur»).

L'assemblée a décidé que, dans l'exercice de ses fonctions, le Liquidateur disposera des pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») pour effectuer tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations en question.

Le Liquidateur peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur disposera de la signature sociale et sera habilité à représenter la Société vis-à-vis des tiers, notamment en justice, que ce soit en tant que demandeur ou en tant que défendeur.

Le Liquidateur peut renoncer à des droits de propriété ou à des droits similaires, à des gages, ou actions en rescision, il peut accorder mainlevée, avec ou sans quittance, de l'inscription de tout gage, saisie ou autre opposition.

Le Liquidateur peut, au nom et pour le compte de la société et conformément à la loi, racheter des actions émises par la société.

Le Liquidateur peut, sous sa propre responsabilité, payer aux actionnaires des avances sur le boni de liquidation.

Le Liquidateur peut, sous sa propre responsabilité et pour une durée qu'il fixe, confier à un ou plusieurs mandataires des pouvoirs qu'il croit appropriés pour l'accomplissement de certains actes particuliers.

La société en liquidation est valablement et sans limitation engagée envers des tiers par la signature du Liquidateur, pour tous les actes y compris ceux impliquant tout fonctionnaire public ou notaire.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'assemblée et aucun des associés présents ou représentés ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'assemblée.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. MOUGET, B. TASSIGNY, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 23 décembre 2014. Relation: LAC/2014/62949. Reçu douze euros 12,00 €.

*Le Receveur (signé):* I THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015013903/162.

(150016214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

**A.T.S. LU S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8476 Steinfort, 2A, rue de Steinfort.

R.C.S. Luxembourg B 166.318.

L'an deux mille quinze, le quatorze janvier.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

A comparu:

La société anonyme de droit belge ETS. ANTOINE, avec siège social à B-1070 Anderlecht, 7-9, rue de la Bienvenue, créée par acte passé le 29 mars 1990 par-devant Maître Charles Ooms, notaire de résidence à Bruxelles, ici représentée par son administrateur-délégué

Monsieur Pierre ANTOINE, administrateur, né à Anvers le 9 mai 1929, demeurant à B-1410 Waterloo, avenue du Manoir 56.

Ici représenté par Monsieur Eric ANTOINE, gérant de sociétés demeurant professionnellement à Schieren,

En vertu d'une procuration sous seing privée datée à Anderlecht le 12 janvier 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui;

La partie comparante, agissant en sa qualité d'associé unique représentant l'intégralité du capital social, de la société à responsabilité limitée «A.T.S. LU S.à r.l.», avec siège social à L-9122 Schieren, 23, rue de la Gare;

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 3 janvier 2012, publié au Mémorial C numéro 541 du 1<sup>er</sup> mars 2012, ayant adopté sa dénomination actuelle par acte passé par le notaire instrumentaire en date du 16 janvier 2012, publié au Mémorial C numéro 541 du 1<sup>er</sup> mars 2012

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B, sous le numéro B 166.318

agissant en sa qualité d'associé et de propriétaire de la totalité des parts sociales, émises par la société à responsabilité limitée précitée

réuni en assemblée générale et déclarant que cette assemblée peut valablement délibérer, a pris la résolution suivante:

*Unique résolution*

L'associé décide de transférer le siège social de Schieren à L-8476 Eischen, 2A, rue de Steinfort, et en conséquence décide de modifier l'article 2 des statuts comme suit:

« **Art. 2.** Le siège social de la Société est établi à Eischen. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. A l'intérieur de la commune, le siège social pourra être transféré par simple décision du gérant ou du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du Grand-Duché de Luxembourg ou dans tous autres pays.»

*Frais.*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 850,- EUR.

*Déclaration des comparants*

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Eric ANTOINE, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, Le 16 janvier 2015. Relation: DAC/2015/729. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 27 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014010/54.

(150016624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

**A-Tek International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 122.724.

—  
RECTIFICATIF

Le soussigné Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), déclare par les présentes que dans la décision des associés reçu par son ministère pour compte de la société à responsabilité limitée "A-Tek International S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 8A, Boulevard de la Foire, (Grand-Duché de Luxembourg), inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 122724, en date du 22 décembre 2014, enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 02 janvier 2015, relation: 2LAC/2015/44, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2015, référence L150006706, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

il y a lieu de procéder à la rectification suivante suite à une erreur matérielle dans l'ordre du jour et le corps de l'acte:  
IL Y LIEU DE LIRE:

**Version française:**

*Ordre du jour:*

1. Augmentation de capital social d'un montant de deux millions cent huit mille huit cent trente-deux euros (2.108.832,- EUR) pour le porter de son montant actuel de cent huit millions huit cent cinquante-cinq mille deux cent quarante-deux euros et vingt-sept cents (108.855.242,27.- EUR) à cent dix millions neuf cent soixante-quatre mille soixante-quatorze euros et vingt-sept cents (110.964.074,27.- EUR) par la création et l'émission de deux millions cent huit mille huit cent trente-deux (2.108.832) parts sociales sans désignation de valeur nominale (les «Nouvelles Parts Sociales»), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes; souscription et libération par «SOHS S.A.» une société de droit suisse, ayant son siège social à Via Maggio 1, CH-6901 Lugano (Suisse) inscrite au registre de commerce et des sociétés de Suisse sous le numéro CH-501.3.011.785-4.

2. Souscription et libération des Nouvelles Parts Sociales

Les Nouvelles Parts Sociales ont toutes été souscrites par «SOHS S.A.» une société de droit suisse, ayant son siège social à Via Maggio 1, CH-6901 Lugano (Suisse) inscrite au registre de commerce et des sociétés de Suisse sous le numéro CH-501.3.011.785-4, ici représentée par Mme Virginie PIERRU, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

3. «SOHS S.A.», prénommée, a libéré intégralement les Nouvelles Parts Sociales moyennant apport en nature consistant en la conversion totale d'une créance certaine, liquide et exigible qu'elle a contre la Société (l'«Apport») à charge de la Société.

AU LIEU DE:

**Version française:**

*Ordre du jour:*

1. Augmentation de capital social d'un montant de deux millions cent huit mille huit cent trente-deux euros (2.108.832,- EUR) pour le porter de son montant actuel de cent huit millions huit cent cinquante-cinq mille deux cent quarante-deux euros et vingt-sept cents (108.855.242,27.- EUR) à cent dix millions neuf cent soixante-quatre mille soixante-quatorze euros et vingt-sept cents (110.964.074,27.- EUR) par la création et l'émission de deux millions cent huit mille huit cent trente-deux (2.108.832) parts sociales sans désignation de valeur nominale (les «Nouvelles Parts Sociales»), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes; souscription et libération par «SOSH S.A.» une société de droit suisse, ayant son siège social à Via Maggio 1, CH-6901 Lugano (Suisse) inscrite au registre de commerce et des sociétés de Suisse sous le numéro CH-501.3.011.785-4.

2. Souscription et libération des Nouvelles Parts Sociales

Les Nouvelles Parts Sociales ont toutes été souscrites par «SOSH S.A.» une société de droit suisse, ayant son siège social à Via Maggio 1, CH-6901 Lugano (Suisse) inscrite au registre de commerce et des sociétés de Suisse sous le numéro CH-501.3.011.785-4, ici représentée par Mme Virginie PIERRU, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

3. «SOSH S.A.», prénommée, a libéré intégralement les Nouvelles Parts Sociales moyennant apport en nature consistant en la conversion totale d'une créance certaine, liquide et exigible qu'elle a contre la Société (l'«Apport») à charge de la Société.

Le notaire soussigné requiert la mention de cette rectification partout où cela s'avère nécessaire.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 22 janvier 2015. Relation: 2LAC/2015/1598. Reçu douze euros 12,00 €.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2015014013/59.

(150017123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

**BlueBay Direct Lending I Co-Invest A Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 407.867,00.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 180.301.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of December.

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

BlueBay Direct Lending Fund I (Co-Invest A), LP, represented by the General partner "BlueBay Direct Lending I General Partner Limited", both incorporated under the laws of Guernsey, having their registered office at Carinthia House, 9 - 12 The Grange, St Peter Port, Guernsey, GY1 4BF,

duly represented by Mrs Arlette Siebenaler, private employee, professionally residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy established on December 16, 2014.

The said proxy, "initialled ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, acting in its capacity as sole shareholder of BlueBay Direct Lending I Co-Invest A Investments (Luxembourg) S.à r.l., a limited liability company, having its registered office at 24, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 180 301) (the "Company"), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 13 September 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n 2761 of November 5<sup>th</sup>, 2013 and amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on 18 December 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n 611 of March 7<sup>th</sup>, 2014, has required the undersigned notary to state its resolutions as follows:

*First resolution:*

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of one hundred seventy-three thousand eight hundred sixty-seven Euro (EUR 173,867.-) so as to raise it from its current amount of two hundred thirty four thousand Euro (EUR 234,000.-) up to four hundred seven thousand eight hundred sixty-seven Euro (EUR 407,867.-) by the issue of one hundred seventy-three thousand eight hundred sixty-seven (173,867) new shares, having a par value of one Euro (EUR 1.-) each

The one hundred seventy-three thousand eight hundred sixty-seven (173,867) new shares are subscribed by the sole shareholder, BlueBay Direct Lending Fund I (Co-Invest A) LP, duly represented as thereabove mentioned.

The one hundred seventy-three thousand eight hundred sixty-seven (173,867) new shares have been fully paid up in cash by the subscriber so that the total sum of one hundred seventy-three thousand eight hundred sixty-seven Euro (EUR 173,867.-) is at the free disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary.

*Second resolution:*

As a result of the foregoing resolution, the first sentence of Article 6 of the Articles of Incorporation of the Company shall be amended and henceforth read as follows:

"The share capital of the Company is fixed at four hundred seven thousand eight hundred sixty-seven Euro (EUR 407,867.-) represented by four hundred seven thousand eight hundred sixty-seven (407,867) ordinary shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each".

There being no further business on the agenda, the meeting is closed.

*Estimate of costs*

The value of expenses, costs, remunerations or charges of any form whatsoever which shall be borne by the Company or are charged to the Company as a result of this extraordinary general meeting is estimated at approximately EUR 2.500.-.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the person appearing signed together with the notary the present deed.

#### **Follows the French translation**

L'an deux mille quatorze, le dix-huit décembre.

Par devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

BlueBay Direct Lending Fund I (Co-Invest A), LP, représenté par son General Partner BlueBay Direct Lending Fund I General Partner Limited, tous deux organisés selon les lois de Guernesey, ayant leur siège social à Carinthia House, 9 - 12 The Grange, St Peter Port, Guernsey, GY1 4BF,

dûment représentée par Madame Arlette Siebenaler, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 16 décembre 2014.

La procuration signée "ne varietur" par le comparant et le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, agissant en sa qualité de seul et unique associé de BlueBay Direct Lending I Co-Invest A Investments (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 24, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 180 301) (la "Société"), constituée sous la loi du Grand-Duché de Luxembourg suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 septembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N 2761 du 05 novembre 2013 modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 18 décembre 2013 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N 611 du 07 mars 2014, a requis le notaire instrumentant de constater les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de cent soixante-treize mille huit cent soixante-sept Euro (EUR 173.867.-) pour le porter de son montant actuel de deux cent trente quatre mille Euro (EUR 234.000.-) à quatre cent sept mille huit cent soixante-sept Euro (EUR 407.867.-) par l'émission de cent soixante-treize mille huit cent soixante-sept (173.867) parts sociales nouvelles, chacune d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-).

Les cent soixante-treize mille huit cent soixante-sept (173.867) parts sociales nouvelles sont souscrites par l'associé unique, BlueBay Direct Lending Fund I (Co-Invest A), LP, représenté comme dit ci-avant.

Les cent soixante-treize mille huit cent soixante-sept (173.867) parts sociales nouvelles ont été entièrement libérées en espèces par l'associé unique, de sorte que la somme de cent soixante-treize mille huit cent soixante-sept Euro (EUR 173.867.-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire instrumentant.

#### *Deuxième résolution:*

En conséquence de la résolution qui précède, la première phrase de l'article 6 des Statuts de la Société sera modifié et aura désormais la teneur suivante:

"Le capital social est fixé à quatre cent sept mille huit cent soixante sept Euro (EUR 407.867.-) représenté par quatre cent sept mille huit cent soixante-sept (407.867) parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de cette assemblée générale extraordinaire est estimé à environ EUR 2.500.-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63698. Reçu soixante-quinze euros. (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014071/103.

(150016534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

**BlueBay Direct Lending I Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 7.918.350,00.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 168.670.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of December.

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

BlueBay Direct Lending Fund I, LP, represented by the General partner "BlueBay Direct Lending I General Partner Limited", both incorporated under the laws of Guernsey, having their registered office at Carinthia House, 9 - 12 The Grange, St Peter Port, Guernsey, GY1 4BF,

duly represented by Mrs Arlette Siebenaler, private employee, professionally residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy established December 16, 2014.

The said proxy, "initialled ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, acting in its capacity as sole shareholder of BlueBay Direct Lending I Investments (Luxembourg) S.à r.l., a limited liability company, having its registered office at 24, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 168 670) (the "Company"), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 25 April 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n 1415 of June 7<sup>th</sup>, 2012 and amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on 18 December 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 702 on 18 March 2014 has required the undersigned notary to state its resolutions as follows:

*First resolution:*

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of three million fifty-eight thousand three hundred and fifty Euro (EUR 3,058,350.-) so as to raise it from its current amount of four million eight hundred sixty thousand Euro (EUR 4,860,000.-) up to seven million nine hundred eighteen thousand three hundred and fifty Euro (EUR 7,918,350.-) by the issue of three million fifty-eight thousand three hundred and fifty (3,058,350) new shares, having a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

The three million fifty-eight thousand three hundred and fifty (3,058,350) new shares are subscribed by the sole shareholder, BlueBay Direct Lending Fund I LP, duly represented as above mentioned.

The three million fifty-eight thousand three hundred and fifty (3,058,350) new shares have been fully paid up in cash by the subscriber so that the total sum of three million fifty-eight thousand three hundred and fifty Euro (EUR 3,058,350.-) is at the free disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary.

*Second resolution:*

As a result of the foregoing resolution, the first sentence of Article 6 of the Articles of Incorporation of the Company shall be amended and henceforth read as follows:

"The share capital of the Company is fixed at seven million nine hundred eighteen thousand three hundred and fifty Euro (EUR 7,918,350.-) represented by seven million nine hundred eighteen thousand three hundred and fifty (7,918,350) ordinary shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each".

There being no further business on the agenda, the meeting is closed.

*Estimate of costs*

The value of expenses, costs, remunerations or charges of any form whatsoever which shall be borne by the Company or are charged to the Company as a result of this extraordinary general meeting is estimated at approximately EUR 4,000.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the person appearing signed together with the notary the present deed.

### Follows the French translation

L'an deux mille quatorze, le dix-huit décembre.

Par devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

BlueBay Direct Lending Fund I, LP, représenté par son General Partner BlueBay Direct Lending Fund I General Partner Limited, tous deux organisés selon les lois de Guernesey, ayant leur siège social à Carinthia House, 9 - 12 The Grange, St Peter Port, Guernsey, GY1 4BF,

dûment représentée par Madame Arlette Siebenaler, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 16 décembre 2014.

La procuration signée "ne varietur" par le comparant et le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, agissant en sa qualité de seul et unique associé de BlueBay Direct Lending I Investments (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 24, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 168 670) (la "Société"), constituée sous la loi du Grand-Duché de Luxembourg suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 25 avril 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N1415 du 07 juin 2012, modifié pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 18 décembre 2013 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 702, le 18 mars 2014, a requis le notaire instrumentant de constater les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de trois millions cinquante-huit mille trois cent cinquante Euro (EUR 3.058.350.-) pour le porter de son montant actuel de quatre millions huit cent soixante mille Euro (EUR 4.860.000.-) à sept millions neuf cent dix-huit mille trois cent cinquante Euro (EUR 7.918.350.-) par l'émission de trois millions cinquante-huit mille trois cent cinquante (3.058.350) parts sociales nouvelles, chacune d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-).

Les trois millions cinquante-huit mille trois cent cinquante (3.058.350) parts sociales nouvelles sont souscrites par l'associé unique, BlueBay Direct Lending Fund I, LP, représenté comme dit ci-avant.

Les trois millions cinquante-huit mille trois cent cinquante (3.058.350) parts sociales nouvelles ont été entièrement libérées en espèces par l'associé unique, de sorte que la somme de trois millions cinquante-huit mille trois cent cinquante Euro (EUR 3.058.350.-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire instrumentant.

#### *Deuxième résolution:*

En conséquence de la résolution qui précède, la première phrase de l'article 6 des Statuts de la Société sera modifiée et aura désormais la teneur suivante:

"Le capital social est fixé à sept millions neuf cent dix-huit mille trois cent cinquante Euro (EUR 7,918,350.-) représenté par sept millions neuf cent dix-huit mille trois cent cinquante (7,918,350) parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de cette assemblée générale extraordinaire est estimé à environ EUR 4.000.-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63696. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014072/103.

(150016532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.



**CDK Global (Luxembourg) 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 192.106.

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of December.

Before us Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

CDK Global, Inc., a corporation incorporated and existing under the laws of the State of Delaware, registered with the Division of Corporation of the State of Delaware under number 5528707, having its registered office at c/o The Corporation Trust company, Corporation Trust Center, 1209 Orange St, Wilmington, New Castle, DE-19801, USA

here represented by Maître Juliette Feitler, Avocat à la Cour, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on December 19, 2014.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of CDK Global (Luxembourg) 1 S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 192106, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 24 November 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 11 December 2014 number 3830. The articles of association have not been amended since.

The appearing party representing the entire share capital declare having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

*Agenda*

1. Increase of the share capital of the Company from its current amount of two hundred thousand dollars (USD 200,000) up to three million three hundred and ten thousand five hundred and thirty dollars (USD 3,310,530) through the issue of three million one hundred and ten thousand five hundred and thirty (3,110,530) shares with a nominal value of one dollar (USD 1) each.

2. Subsequent amendment of article 5.1 of the articles of association.

3. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting of shareholders unanimously takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

*First resolution*

The general meeting of shareholders decides to increase the Company's share capital by an amount of three million one hundred and ten thousand five hundred and thirty dollars (USD 3,110,530) so as to raise it from two hundred thousand (USD 200,000) up to three million three hundred and ten thousand five hundred and thirty dollars (USD 3,310,530) through the issue of three million one hundred and ten thousand five hundred and thirty (3,110,530) shares, each having a nominal value of one dollar (USD 1).

The three million one hundred and ten thousand five hundred and thirty (3,110,530) new shares (the "New Shares") issued have been subscribed by CDK Global, Inc., aforementioned, for the price of three million one hundred and ten thousand five hundred and thirty dollars (USD 3,110,530).

The New Shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in kind consisting of a portion of the shares of CDK Global Group B.V., a private company with limited liability incorporated under the laws of Netherlands, having its corporate seat in Amsterdam, and offices at Prins Bernhardplein 200, 1097 JB Amsterdam, registered with the trade register under number 61370398, the entirety of the shares of CDK Global Group B.V. aforementioned being contributed to the Company.

Proof of the existence and the value of the above-mentioned contribution has been produced to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of three million one hundred and ten thousand five hundred and thirty dollars (USD 3,110,530) is entirely allocated to the share capital.

*Second resolution*

As a consequence of the preceding resolution, the general meeting of shareholders decides to amend article 5.1 of the articles of association of the Company which shall be enforced and now reads as follows:

**5.1.** The Company's share capital is set at three million three hundred and ten thousand five hundred and thirty dollars (USD 3,310,530), represented by three million three hundred and ten thousand five hundred and thirty (3,310,530) shares with a nominal value of one dollar (USD 1) each.

### *Costs and Expenses*

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at two thousand nine hundred euro (EUR 2,900).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction en français du texte qui précède**

L'an deux mille quatorze, le dix-neuvième jour du mois de décembre.

Par-devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

CDK Global, Inc., une corporation constituée et existant selon les lois de l'Etat du Delaware, immatriculée à la Division of Corporation of the State of Delaware sous le numéro 5528707, ayant son siège social à c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange St, Wilmington, New Castle, DE-19801, USA,

dûment représenté(e) par Maître Juliette Feitler, Avocat à la Cour, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 19 décembre 2014.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associée unique de CDK Global (Luxembourg) 1 S.à r.l. (ci-après la "Société"), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 192,106, constituée selon acte reçu par le notaire soussigné en date du 24 novembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 11 décembre 2014 numéro 3830. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

Les comparantes représentant l'intégralité du capital social déclarent avoir renoncé à toute formalité de convocation. L'assemblée générale des associés est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour suivant:

### *Ordre du jour*

1. Augmentation du capital social de la Société de son montant actuel de deux cent mille dollars (USD 200.000), jusqu'à celui de trois millions trois cent dix mille cinq cent trente dollars (USD 3.310.530), par l'émission de trois millions cent dix mille cinq cent trente (3.110.530) parts sociales, d'une valeur nominale de un dollar (USD 1) chacune.

2. Modification de l'article 5.1 des statuts de la Société.

3. Divers

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'assemblée générale des associés adopte à l'unanimité, et requiert le notaire instrumentant d'acter, les résolutions suivantes:

### *Première résolution*

L'assemblée générale des associés décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de trois millions cent dix mille cinq cent trente dollars (USD 3.110.530) afin de l'augmenter de son montant actuel de deux cent mille dollars (USD 200.000), jusqu'à trois millions trois cent dix mille cinq cent trente dollars (USD 3.310.530) par l'émission de de trois millions cent dix mille cinq cent trente (3.110.530) parts sociales, d'une valeur nominale de un dollar (USD 1) chacune.

Les trois millions cent dix mille cinq cent trente (3.110.530) nouvelles parts sociales (les «Nouvelles Parts Sociales») ont été souscrites par CDK Global, Inc., précité, pour le prix de trois millions cent dix mille cinq cent trente dollars (USD 3.110.530).

Toutes les Nouvelles Parts Sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par un apport en nature consistant en une partie des actions de CDK Global Group B.V., une private company with limited liability constituée sous les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Amsterdam et ses bureaux au Prins Bernhardplein 200, 1097 JB Amsterdam et enregistrée sous le numéro 61370398, l'intégralité des actions de CDK Global Group B.V. étant contributive à la Société.

La preuve de l'existence et de la valeur de cet apport a été produite au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de trois millions cent dix mille cinq cent trente dollars (USD 3.110.530) est entièrement affecté au capital social.

### Seconde résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale des associés décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

**5.1.** Le capital social de la Société est fixé à trois millions trois cent dix mille cinq cent trente dollars (USD 3.310.530), représenté par trois millions trois cent dix mille cinq cent trente (3.310.530) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar (USD 1) chacune.

### Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ deux mille neuf cents euros (EUR 2.900).

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande du même comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire du comparant connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire du comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Feitler, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 31 décembre 2014. REM/2014/2915. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 27 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014149/130.

(150016978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

---

### Déménagement de Plennermann S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4435 Soleuvre, 14B, rue de la Croix.

R.C.S. Luxembourg B 193.951.

### STATUTS

L'an deux mille quinze,

le dix-neuf janvier.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Madame Geneviève WOLFF, employée privée, née à Differdange, le 10 octobre 1973, demeurant au 245, rue de la Gare, L-4460 Soleuvre.

Laquelle comparante, ici personnellement présente, en sa qualité d'associée unique (l'«Associé») a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'elle constitue par la présente.

### Titre I<sup>er</sup> . - Objet - Raison sociale - Durée

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par la présente entre l'Associé et tous ceux qui par la suite pourraient devenir propriétaire de parts sociales une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La société a pour objet principal le transport de marchandises par route avec des véhicules de moins de 3,5 tonnes ainsi que l'exercice d'activités et de services commerciaux.

La société pourra encore effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières, pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

La société pourra s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à le développer.

**Art. 3.** La société est établie pour une durée indéterminée.

**Art. 4.** La société prend la dénomination de «DEMENAGEMENTS DE PLENNERMANN S.à r.l.», société à responsabilité limitée.

**Art. 5.** Le siège social est établi dans la commune de Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

La société peut ouvrir des agences ou succursales dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg.

## **Titre II. - Capital social - Parts sociales**

**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12'500.- EUR) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (125.-EUR) chacune.

Toutes les parts sociales ont été entièrement souscrites par l'Associé, Madame Geneviève WOLFF, prénommée, et ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12'500.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

**Art. 7.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément.

Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sociales sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les 30 (trente) jours à partir de la date de refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts sociales est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

**Art. 8.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés, voire de l'associé unique, ne mettent pas fin à la société.

**Art. 9.** Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

## **Titre III. - Administration et gérance**

**Art. 10.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique ou lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature conjointe de deux gérants, sauf dispositions contraires fixées par l'assemblée générale extraordinaire des associés.

**Art. 11.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 12.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix de la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social. Néanmoins le changement de nationalité de la société requiert l'unanimité des voix des associés.

**Art. 13.** Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par celui-ci.

**Art. 14.** Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 15.** Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

**Art. 16.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

## **Titre IV. - Dissolution - Liquidation**

**Art. 17.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

## **Titre V. - Dispositions générales**

**Art. 18.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

### *Disposition transitoire*

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui même pour se terminer le 31 décembre 2015.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution sont évalués à environ neuf cents euros.

*Résolutions de l'associé unique*

Et aussitôt l'Associé représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1.- Le siège social est établi au 14B, rue de la Croix, L-4435 Soleuvre, Grand-Duché de Luxembourg.

2.- Est nommée gérante unique de la société pour une durée indéterminée:

Madame Geneviève WOLFF, employée privée, née à Differdange, le 10 octobre 1973, demeurant au 245, rue de la Gare, L-4460 Soleuvre.

Vis-à-vis des tiers la société se trouve valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature de la gérante unique.

3.- La gérante unique préqualifiée pourra nommer un ou plusieurs agents, fixer leurs pouvoirs et attributions et les révoquer.

Dont acte, fait et passé à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée par le notaire instrumentant, la personne comparante prémentionnée a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. WOLFF, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 21 janvier 2015. Relation: EAC/2015/1699. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015014193/104.

(150017173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

**CTL Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 178.324.

L'an deux mille quatorze, le trente-et-un décembre.

Par devant Nous Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Rédange-sur-Attert, agissant en remplacement de son confrère empêché Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, lequel dernier restera dépositaire de la minute, (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée.

*Se réunit*

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «CTL PARTICIPATIONS S.A.», ayant son siège social à L-2522 Luxembourg, 6, Rue Guillaume Schneider, constituée suivant acte reçu le 12 juin 2013 par-devant le notaire instrumentant, publié au Mémorial C n° 2027 en date du 21 août 2013.

L'assemblée est présidée par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent est renseigné sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Il appert de la liste de présence que les 800 (huit cents) actions d'une valeur nominale de trente-huit euros et soixante-quinze cents (EUR 38,75), représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1.- Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de EUR 6.277.500,- pour le porter de son montant actuel de EUR 31.000,- à EUR 6.308.500,- par l'émission de 162.000 actions avec une valeur nominale de trente-huit euros et soixante-quinze cents (EUR 38,75), par apport en nature;

2.-Souscription et paiement de l'augmentation du capital social et de la prime d'émission globale y attaché;

3.- Modification afférente du 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 5 des statuts.

4.-Divers

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 6.277.500,- (six millions deux cent soixante-dix-sept mille et cinq cents euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 31.000,- (trente-et-un mille euros) à EUR 6.308.500,- (six millions trois cent huit mille et cinq cents euros), par l'émission de 162.000 (cent soixante-deux mille) actions avec une valeur nominale de trente-huit euros et soixante-quinze cents (EUR 38,75) chacune.

*Deuxième résolution:*

Les actionnaires actuels souscrivent chacun à 50.000 (cinquante mille) actions nouvelles avec une valeur nominale de trente-huit euros et soixante-quinze cents (EUR 38,75) chacune et décident d'admettre à la souscription de 62.000 (soixante-deux mille) actions nouvelles avec une valeur nominale de trente-huit euros et soixante-quinze cents (EUR 38,75) chacune,

*Intervention - Souscription - Libération*

Monsieur Yann LOUISE, domicilié au 19 Bt n°13, rue du Châtelain, B-1000 Bruxelles, né le 14 avril 1979 à Montreuil (France), représenté par son mandataire, déclare souscrire à cinquante mille (50.000) actions avec une valeur nominale de trente-huit euros et soixante-quinze cents (EUR 38,75) chacune, assorties d'une prime d'émission globale de un million trois cent onze mille euros (1.311.000 EUR) et de les libérer ensemble avec la prime d'émission intégralement par un apport en nature consistant dans 500 actions détenues par le prénommé, représentant 25% du capital social de la société ADNEOM BENELUX, une société anonyme de droit belge, ayant son siège social à Chaussée de Charleroi 112-116, B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles).

Monsieur Christian GUENERAT-TUFAL, domicilié au 38, rue de Général Mac Arthur, B-1180 Bruxelles, né le 9 juin 1974 à Chatou (France), représenté par son mandataire, déclare souscrire à cinquante mille (50.000) actions avec une valeur nominale de trente-huit euros et soixante-quinze cents (EUR 38,75) chacune, assorties d'une prime d'émission globale de un million trois cent onze mille euros (1.311.000 EUR) et de les libérer ensemble avec la prime d'émission intégralement par un apport en nature consistant dans 500 actions détenues par le prénommé, représentant 25% du capital social de la société ADNEOM BENELUX, une société anonyme de droit belge, ayant son siège social à Chaussée de Charleroi 112-116, B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles).

Ensuite est intervenu le nouvel actionnaire prénommé à savoir, Monsieur Jeremy Jacquet, né le 6 mai 1979 à Uccle (Belgique), domicilié au 15, rue Rene Christiaens, B-1160 Bruxelles représenté par son mandataire, déclare souscrire à treize mille trois cent trente (13.300) actions avec une valeur nominale de trente-huit euros et soixante-quinze cents (EUR 38,75) chacune, assorties d'une prime d'émission globale de trois cent quarante-huit mille sept cent vingt-six (348.726 EUR) et de les libérer ensemble avec la prime d'émission intégralement par un apport en nature consistant dans 133 actions détenues par le prénommé, représentant (6,65%) du capital social de la société ADNEOM BENELUX, une société anonyme de droit belge, ayant son siège social à Chaussée de Charleroi 112-116, B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles).

Enfin et intervenu la société anonyme française ALTEN domiciliée au 40, avenue André Morizet F-92514 Boulogne-Billancourt Cedex France représentée par son mandataire, déclare souscrire à quarante-huit mille sept cents (48.700) actions avec une valeur nominale de trente-huit euros et soixante-quinze cents (EUR 38,75) chacune, assorties d'une prime d'émission globale de un million deux cent soixante-seize mille neuf cent quatorze (1.276.914 EUR) et de les libérer ensemble avec la prime d'émission intégralement par un apport en nature consistant dans 487 actions détenues par le prénommé, représentant (24,35%) du capital social de la société ADNEOM BENELUX, une société anonyme de droit belge, ayant son siège social à Chaussée de Charleroi 112-116, B-1060 BRUXELLES (SAINT-GILLES).

L'apport totale s'élève à dix millions cinq cent vingt-cinq mille cent quarante (10.525.140). L'apport sera affecté au capital social de la Société pour un montant de EUR 6.277.500,- (six millions deux cent soixante-dix-sept mille et cinq cents euros), le solde, soit quatre millions deux cent quarante-sept mille six cent quarante euros (4.247.640) représentant une prime d'émission.

*Preuve de l'existence de l'apport*

Preuve de la propriété de ces actions a été donnée au notaire instrumentant par la production de documents sociaux de la société société ADNEOM BENELUX.

Cet apport fait l'objet d'un rapport établi en date du 18 décembre 2014 par le réviseur d'entreprises HRT Révision SA, avec siège social L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem, conformément aux stipulations de l'article 26-1 et 32.1 (5) de la loi sur les sociétés commerciales et qui conclut de la manière suivante:

*"Conclusion*

Sur base des contrôles effectués, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur des 1.620 actions de ADNEOM BENELUX à apporter ne correspond pas au moins à 162.000 nouvelles actions de CTL PARTICIPATIONS S.A. d'une valeur nominale de EUR 38,75 chacune, à émettre en contrepartie, augmenté de la prime d'émission globale de EUR 4.247.640."

Ledit rapport, signé "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

*Troisième résolution:*

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social de la Société est fixé à EUR 6.308.500,- (six millions trois cent huit mille et cinq cents euros), représenté par un cent soixante-deux mille huit cents (162.800) actions ayant une valeur nominale de trente-huit euros et soixante-quinze cents (EUR 38,75) chacune.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de trois mille huit cents euros (EUR 3.800-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Junglinster, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: Max MAYER, Henri DA CRUZ, Danielle KOLBACH.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 09 janvier 2015. Relation GAC/2015/377. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

Référence de publication: 2015014176/105.

(150016746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

**Preval Funds SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 194.732.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eleventh day of February.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- Thierry Flecchia, businessman, born on 19 July 1961 in Neuilly-sur-Seine, France, having his professional address at 11, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

duly represented by Mr. Jonas Mullo, employee, residing professionally at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, pursuant to a proxy dated 5 February 2015 (the "Proxyholder").

The said proxy, after having been signed *in varietur* by the Proxyholder and the undersigned notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented by the Proxyholder, has requested the notary to incorporate an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) with the following articles of incorporation:

ARTICLES OF INCORPORATION

**Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose**

**Art. 1. Name.** There exists among the subscribers and those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "Preval Funds SICAV" (the "Fund").

**Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Fund is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors (the "Board" and each a "Director") may transfer the registered office of the Fund to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board.

In the event that the Board determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

**Art. 3. Duration.** The Fund is established for an unlimited duration. The Fund may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles") as set out in Article 33.

**Art. 4. Object.** The exclusive object of the Fund is to invest the funds available to it in transferable securities and other assets permitted for an undertaking for collective investment under part I of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as the same may be amended and/or replaced from time to time (the “2010 Law”) with the aim of spreading investment risks and affording its shareholders (the “Shareholders”) the benefit of the results of the management of its assets.

The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the 2010 Law.

## **Title II. Share capital - Shares - Net asset value**

**Art. 5. Share Capital - Shares Classes - Sub-Funds.** The capital of the Fund shall be represented by fully paid-up shares of no par value (the “Shares”) and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund as defined in Article 11. The minimum capital is the minimum capital required by law.

The Fund has an umbrella structure, each sub-fund (the “Sub-Fund”) corresponding to a distinct part of the assets and liabilities of the Fund as defined in article 181 of the 2010 Law, and that is formed of one or more share class(es) (the “Share Class(es)”).

Within a Sub-Fund, the Board may, at any time, decide to issue one or more Share Classes the assets of which will be commonly invested but subject to different fee structures, distribution, marketing targets, currency or other specific features.

The proceeds of the issue of each Share Class shall be invested in securities of any kind and other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the Board for the Sub-Funds subject to the investment restrictions provided by law or determined by the Board.

The Fund shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Fund’s creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The Board may create each Sub-Fund for a limited or an unlimited duration.

For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to each Share Class and/or each Sub-Fund shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the total of the net assets of all the Share Classes and/or Sub-Funds.

### **Art. 6. Form of Shares.**

(1) The Board shall determine whether the Fund shall issue Shares either in bearer form or in registered form.

All Shares in issue shall either be embodied in the global certificate or shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Fund or by one or more persons designated thereto by the Fund, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his or her residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number of registered Shares held by him/her/it and the amount paid-up on each such Share.

The global certificate shall be signed by two Directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Board; in the latter case, it shall be manual.

The inscription of the Shareholder’s name in the register of Shares evidences his/her/its right of ownership on such registered Shares. The Fund shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the Shareholder or whether the Shareholder shall receive a written confirmation of his/her/its shareholding.

If bearer Shares are issued, registered Shares may be converted into bearer Shares and bearer Shares may be converted into registered Shares at the request of the holder of such Shares. A conversion of registered Shares into bearer Shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, and the respective clearing system shall have the relevant bearer Shares added to the global certificate, thereby increasing the number of bearer Shares represented by the global certificate by the number of Shares added, and an entry shall be made in the register of Shareholders to evidence such cancellation. A conversion of bearer Shares into registered Shares will be effected by cancellation of the global share certificate, and, if requested, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of Shareholders to evidence such issuance, and the respective clearing system shall have the relevant Shares deleted from the global certificate by the number of Shares thus deleted. At the option of the Board, the costs of any such conversion may be charged to the Shareholder requesting it.

The share certificates shall be signed by two Directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Board; in the latter case, it shall be manual. The Fund may issue temporary share certificates in such form as the Board may determine.

(2) If bearer Shares are issued, they shall be embodied in the global share certificate. Upon the issue of bearer Shares, the respective clearing system shall, at the Board’s request, have the new bearer Shares added to the global certificate, thereby increasing the number of bearer Shares represented by the global certificate by the number of bearer Shares thus added. Transfer of registered Shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such Shares to the Fund along with other instruments of transfer satisfactory to the Board, and (ii), if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of



attorney to act therefore. Any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by one or more director(s) or officer(s) of the Fund or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board. The global share certificate shall be held in custody on behalf of the Shareholder(s) by the respective clearing system, in its capacity as administrator of the central securities depository of the bearer Shares.

(3) Shareholders entitled to receive registered share certificates must provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Board may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or at such other address as may be so entered into by the Board from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change its address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be determined by the Board from time to time.

(4) If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Board that its share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his/her/its request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a debt instrument issued by an insurance Fund, as the Board may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Board and replaced by new certificates.

The Board may, at its election, charge to the Shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Fund in connection with the issue and registration thereof, or in connection with the cancellation of the original share certificate.

(5) The Fund recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Fund. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

(6) The Fund may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares shall not be entitled to vote, except to the extent their number is so that they represent a whole Share, but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Share Class and/or Sub-Fund on a pro rata basis. In the case of bearer Shares, only certificates evidencing full Shares will be issued.

**Art. 7. Issue of Shares.** The Board is authorised without limitation to issue fully paid up Shares of any Share Class at any time without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

The Board may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Sub-Fund; the Board may, in particular, decide that any Share Class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the prospectus of the Fund (the "Prospectus").

Whenever the Fund offers Shares for subscription, the price per Share shall be based on the net asset value per Share (the "Net Asset Value") of the relevant Share Class within the relevant Sub-Fund as determined in compliance with Article 11. Such price shall be increased by such charges and commissions as the Fund may describe in its Prospectus. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board and disclosed in the Prospectus, which shall not exceed two (2) Business Days (as defined in the Prospectus) following the relevant Calculation Day.

The Board may delegate to any Director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions and to receive payment of the price of the new Shares to be issued.

The Fund may accept to issue Shares in consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé"). The costs for a subscription in kind will be borne by the subscriber requesting the subscription in kind and not by the Fund unless the Board considers the subscription in kind to be in the interest of the Fund.

**Art. 8. Redemption of Shares.** Any Shareholder may request the redemption of all or part of his/her/its Shares by the Fund, under the terms and procedures set forth by the Board and within the limits provided by law, these Articles and the Prospectus.

The redemption price shall be paid within a period as determined by the Board and as indicated in the Prospectus or at the date on which the share certificates, if any, have been received by the Fund, notwithstanding the provision of Article 12. Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value per Share in the relevant Share Class within the relevant Sub-Fund.

The redemption price shall be based on the Net Asset Value per Share of the relevant Share Class within the relevant Sub-Fund, as determined in accordance with the provisions of Article 11, less such charges and commissions (if any) at the rate provided for by the Prospectus. The relevant redemption price may be rounded up or down as the Board shall determine.

If as a result of any redemption request, the number of Shares held by a Shareholder in any Share Class within a relevant Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the Board, then the Board may decide that this request be treated as a request for redemption of the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Share class.

Further, if on any given date redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 exceed a certain level determined by the Board in relation to the percentage of the Net Asset Value of the Shares of a specific Share Class within a specific Sub-Fund, the Board may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period that the Board considers to be in the best interest of the Fund. On the next Dealing Day following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Board may determine to satisfy the payment of the redemption price to any Shareholder who agrees, in specie by allocating to such Shareholder investments from the portfolio of assets set up in connection with such Sub-Fund equal in value (calculated in the manner described in Article 11) as of the Dealing Day on which the redemption price is calculated, to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders of the relevant Sub-Fund and the valuation used shall be confirmed by a special report of the approved statutory auditor. The costs shall be borne by the redeeming Shareholder unless the Board considers the redemption in kind to be in the interest of the Fund.

All redeemed Shares shall be cancelled.

**Art. 9. Conversion of Shares.** Any Shareholder is entitled to request the conversion of one or more Share(s) in one Share Class into the corresponding amount of Shares in (i) either another Share Class(es) within the same Sub-Fund or (ii) one or more Share Class(es) in different Sub-Fund(s), as further described in the Prospectus.

The Board may set restrictions i.e. on the frequency, terms and conditions of the conversion and subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine in the Prospectus.

If as a result of any conversion request the number of Shares held by any Shareholder in any Share Class within a relevant Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the Board, then the Board may decide that this request be treated as a conversion request for the full balance of such Shareholder's holding in such Share Class.

**Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares and Compulsory Redemption of Shares.**

(1) The Fund may restrict or prevent the ownership of Shares by any person, firm or corporate body if in the opinion of the Board such holding may be detrimental to the Fund, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Fund may become subject to tax laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg.

Specifically but without limitation, the Fund may restrict the ownership of Shares by any U.S. Person, and for such purposes the Fund may:

A. - decline to issue any Shares and decline to register any transfer of a Share where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Shares held by a U.S. Person; and

B. - at any time require any person whose name is entered in or any person seeking to register the transfer of Shares on the register of Shareholders, to provide it with any information, supported by affidavit which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shares rests in a U.S. person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such Shares by a U.S. Person; and

C. - decline to accept the vote of any U.S. Person at any meeting of Shareholders; and

D. - where it appears to the Board that any U.S. Person, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of Shares, compulsory redeem or cause to be compulsory redeemed from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

(2) The Fund shall serve a notice (hereinafter the "Purchase Notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the register of Shareholders as the owner of the Shares to be repurchased, specifying the Shares to be compulsory repurchased and the manner and date in which the repurchase price will be calculated and completed.

Any such notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at its last address known to or appearing in the books of the Fund. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Fund the share certificate(s) representing the Shares specified in the repurchase notice.

Immediately after the close of business on the Business Day (as defined in the Prospectus) specified in the purchase notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and, in the case of registered Shares, its name shall be removed from the register of Shareholders, and in the case of bearer Shares, the certificate(s) representing such Shares shall be cancelled.

(3) The price at which each such Share is to be repurchased shall be an amount based on the Net Asset Value per Share of the relevant Share Class within the relevant Sub-Fund as at the Dealing Day specified by the Board for the compulsory redemption of the relevant Shares, less any redemption charge and/or any service charge provided for in the Prospectus.

(4) Payment of the repurchase price will be made available to the former owner of such Shares in the relevant currency in which subscribers may subscribe for Shares in any Share Class within a Sub-Fund as indicated in the Prospectus (the “Dealing Currency”) and will be deposited for payment to such owner by the Fund either with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the repurchase price specified in such notice and unmatured distribution coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Shares or any of them, nor any claim against the Fund or its assets in respect thereof, except the right to receive the repurchase price (without interest) from such bank. Any redemption proceeds receivable by a Shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five (5) years from the date specified in the purchase notice, may thereafter not be claimed and shall revert to the relevant Sub-Fund. The Board shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such repurchase and to authorise such action on behalf of the Fund.

(5) The exercise by the Fund of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Board at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Board in good faith. The Board has further the right to compulsory redeem part or all of the Share(s) held by a Shareholder who engages or envisages engaging in market timing, late trading or similar activities. The provisions of the previous paragraphs applying mutatis mutandis and may be further specified in the Prospectus.

#### **Art. 11. Calculation of the Net Asset Value per Share.**

(1) The Net Asset Value per Share is expressed in the Dealing Currency set for each Share Class.

The Net Asset Value of each Sub-Fund is expressed in the Fund Currency. The Net Asset Value of the Fund is expressed in the Reference Currency, i.e. the EUR, and consolidation of the various Sub-Funds is obtained by translating the Net Asset Value of all Sub-Funds into EUR and adding them up.

(2) Calculation of the Net Asset Value per Share

1. The Net Asset Value per Share of each Share Class will be calculated on each Calculation Day in the Dealing Currency of the relevant Share Class. It will be calculated by dividing the total net asset value attributable to each Share Class, being the proportionate value of its assets less its liabilities, by the number of Shares of such Share Class then in issue. The resulting Net Asset Value per Share shall be rounded to the nearest three decimal places.

2. In valuing total assets, the following rules will apply:

1. The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

2. The value of such securities, financial derivative instruments and assets will be determined on the basis of the closing or last available price on the stock exchange or any other Regulated Market as defined by the 2010 Law on which these securities or assets are traded or admitted for trading. Where such securities or other assets are quoted or dealt in one or more than one stock exchange or any other Regulated Market, the Board shall make regulations for the order of priority in which stock exchanges or other Regulated Markets shall be used for the provisions of prices of securities or assets.

3. If a security is not traded or admitted on any official stock exchange or any Regulated Market, or in the case of securities so traded or admitted the last available price of which does not reflect their true value, the Board is required to proceed on the basis of their expected sales price, which shall be valued with prudence and in good faith.

4. The financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organised market are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Fund’s initiative. The reference to fair value shall be understood as a reference to the amount for which an asset could be exchanged, or a liability be settled, between knowledgeable, willing parties in an arm’s length transaction. The reference to reliable and verifiable valuation shall be understood as a reference to a valuation, which does not rely only on market quotations of the counterparty and which fulfils the following criteria:

1) The basis of the valuation is either a reliable up-to-market value of the instrument, or, if such value is not available, a pricing model using an adequate recognised methodology.

2) Verification of the valuation is carried out by one of the following:

a) an appropriate third party which is independent from the counterparty of the OTC derivative, at an adequate frequency and in such a way that the Fund is able to check it;

b) a unit Fund or the Management Fund which is independent from the department in charge of managing the assets and which is adequately equipped for such purpose.

5. Units or shares in undertakings for collective investments shall be valued on the basis of their last available net asset value as reported by such undertakings.

6. Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner.

7. If any of the aforesaid valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Fund's assets, the Board may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

8. Any assets or liabilities in currencies other than the Reference Currency of the Sub-Funds will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other recognised financial institution.

(3) The Board is authorised to apply other appropriate valuation principles for the assets of the Sub-Funds and/or the assets of a given Share Class if the aforesaid valuation methods appear impossible or inappropriate due to extraordinary circumstances or events.

**Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares.** With respect to each Share Class within each Sub-Fund, the Net Asset Value per Share and the price for the issue, redemption and conversion of the Shares shall be calculated from time to time by the Fund or any agent appointed thereto by the Fund, at least twice a month at a frequency determined by the Board.

The Board may suspend the calculation of the Net Asset Value per Share and the issue, redemption and conversion of any Share Class within a Sub-Fund upon the occurrence, in respect of the assets attributable to any Share Class within a Sub-Fund, of one or more of the following circumstances:

a) during any period when, according to the opinion of the Board, any of the principal stock exchanges or any other regulated market on which any substantial portion of the Fund's investments of the relevant Share Class within a relevant Sub-Fund for the time being are quoted, is closed, or during which dealings are restricted or suspended; or

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of investments of the relevant Sub-Fund by the Fund is impracticable; or

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Fund's investments or the current prices or values on any market or stock exchange; or

d) during any period when the Fund is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of such Shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of such Shares cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange; or

e) if the Fund, or the relevant Sub-Fund, is being, or may be wound-up on or following the date on which notice is given to the relevant meeting of Shareholders to wind up the Fund; or

f) when for any other reason the valuation of an investment of the Fund attributable to the relevant Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained; or

g) if the calculation of the unit or share price in the respective master fund, in which one or more Sub-Fund(s) invest in, has been suspended; or

h) in the event of a merger or a similar event concerning the Fund and/or one or more Sub-Fund(s) if deemed necessary by the Board in the best interest of the Shareholder(s) concerned; or

i) in case of the suspension of the calculation of an index underlying a financial derivative investment material to a Sub-Fund.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value per Share of any Sub-Fund shall not affect the valuation of other Sub-Funds, unless these Sub-Funds are also affected.

During a period of suspension or deferral, a Shareholder may withdraw its request in respect of any Shares not yet redeemed or converted by notice in writing received by the Administrator before the end of such period.

Shareholders will be informed of any suspension or deferral as deemed appropriate by the Board. Failing such withdrawal, the Shares shall be issued, redeemed or converted by reference to the Net Asset Value per Share first calculated after the end of the suspension period.

### Title III. Administration and supervision

**Art. 13. The Board.** The Fund shall be managed by a Board composed of not less than three Directors, who do not need to be Shareholders. The Directors shall be elected by the Shareholders at the annual general meeting of Shareholders for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced or an additional director appointed at any time by a resolution adopted by a general meeting of Shareholders. The general meeting of Shareholders shall further determine the number of Directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall be elected by the majority of the votes validly cast.

In the event of a vacancy in the office of a Director, the remaining Directors, which were appointed by a shareholder resolution, may temporarily fill such vacancy until the next general meeting of Shareholders.

**Art. 14. Board meetings.** The Board shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or any two Directors, at the place indicated in the convening notice.

The chairman shall preside at the meetings of the Board and of the Shareholders. In his or her absence, the Shareholders or the Directors shall decide by a majority vote that another Director, or in case of a Shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The Board may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Fund deems necessary for the operation and management of the Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the Board. The officers need not be Directors or Shareholders. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board.

Any Director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another Director as his or her proxy. A Director may represent one Director only.

Any Director may attend a meeting of the Board by conference call or similar means of communication equipment provided that (i) the Director attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission is performed on an on-going basis and (iv) the Directors can properly deliberate. The participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at the registered office of the Fund. The Directors may only act at duly convened meetings of the Board. The Directors may not bind the Fund by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by a resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least the majority of the Directors are either present or represented.

Resolutions of the Board will be recorded in minutes signed by the chairman of the relevant meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the Directors present or represented. The chairman shall have a casting vote in any circumstances.

Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions voted at duly convened and held Directors' meetings; each Director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

**Art. 15. Powers of the Board.** The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Fund's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18.

All powers not expressly reserved by law to the general meeting of Shareholders are in the competence of the Board.

**Art. 16. Corporate Signature.** Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by the joint signatures of any two Directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

**Art. 17. Delegation of power.** The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Fund (including the right to act as authorised signatory for the Fund) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not to be Directors and who shall have the powers determined by the Board and who may, if the Board so authorises, sub-delegate their powers.

**Art. 18. Investment policy.** The Board, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-Fund, (ii) the hedging strategy to be applied to specific Share Classes and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, all within the restrictions as shall be set forth by the Board and detailed in the Prospectus in compliance with applicable laws and regulations.

Within those restrictions, the Board may decide that investments be made in:

(i) transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market within the meaning of Directive 2004/39/EC;

(ii) transferable securities and money market instruments dealt in on another regulated market in a European Union Member State (a "Member State") which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public;

(iii) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-Member State or dealt in another regulated market in a non-Member State which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public in any other country of Western and Eastern Europe, Asia, Oceania, the American continents or Africa;

(iii) recently issued transferable securities and money market instruments provided that the terms of issue provide that application be made for admission to official listing on a stock exchange or to another regulated market (as referred to above) and that such admission is secured within a year of the issue;

(iv) in accordance with the principle of risk spreading, up to 100% of the net assets attributable to each Sub-Fund may be invested in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, by its local authorities, or by an OECD member state or Brazil, Singapore or any G20 member state or by a public international body of which one or more Member State(s) are member(s), provided that in the case where the Fund decides to make use of this provision, it shall, on behalf of the relevant Sub-Fund, hold securities from at least six (6) different issues and the value of securities from any one issue may not account for more than 30% of the net assets attributable to such Sub-Fund;

(v) shares or units of another undertaking for collective investment for transferable securities subject to Directive 2009/65/EC (“UCITS”) or another undertaking for collective investment (“UCI”) which comply with the specific requirements set forth in the 2010 Law and any applicable regulations;

(vi) any other permitted securities, instruments or assets within the restrictions as shall be set forth by the Board in compliance with applicable laws and regulations; and

(vii) shares or units of a master fund qualifying as UCITS, under the specific requirements set forth in the 2010 Law and any applicable regulations.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the Prospectus, (i) create any Sub-Fund qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing Sub-Fund into a feeder UCITS or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS Sub-Funds.

The Board, acting in the best interest of the Fund, may decide, in the manner described in the Prospectus, that (i) all or part of the assets of the Fund or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other UCIs and/or their sub-funds, and/or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

Any Sub-Fund may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable laws and regulations, but in accordance with the relevant provisions set forth in the Prospectus, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more Sub-Funds (cross-sub-fund investments). In this case and subject to the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the concerned Sub-Fund. In addition and for as long as these shares are held by the Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Fund for the purpose of verifying the minimum threshold of the share capital imposed by the 2010 Law.

Investments in relation to each Sub-Fund may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the Board may from time to time decide and as described in the Prospectus. Reference in these Articles to “investments” and “assets” shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiary.

The Fund is authorised to use techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments as further provided for in the Prospectus.

**Art. 19. Conflict of Interest.** No contract or other transaction between the Fund and any other Fund or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Fund is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other Fund or firm. Any Director or officer of the Fund who serves as a director, officer or employee of any Fund or firm with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other Fund or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Fund may have in any transaction of the Fund an interest opposite to the interests of the Fund, such Director or officer shall make known to the Board such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director’s or officer’s interest therein shall be reported to the next following general meeting of Shareholders.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the Board relates to current operations entered into under normal conditions.

The term “opposite interest”, as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the management Fund, the investment manager, the investment advisor or the Depositary Bank, or such other person, Fund or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion.

**Art. 20. Indemnification of Directors.** The Fund may indemnify any Director or officer, and his or her heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him or her in connection with any action, suit or proceeding to which he or she may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Fund or, at its request, of any other Fund of which the Fund is a Shareholder or a creditor and from which he or she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he or she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by counsel that the person to

be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he or she may be entitled.

**Art. 21. Approved Statutory Auditor.** The accounting data related in the Annual Report shall be audited by an approved statutory auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) appointed and remunerated by the Fund.

The approved statutory auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2010 Law.

#### **Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions**

**Art. 22. Representation.** The general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Share Class(es) held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Fund.

**Art. 23. General Meetings of Shareholders.** The general meeting of Shareholders shall meet upon call by the Board.

It may also be called upon the request of Shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Fund.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the Fund’s registered office or at a place specified in the notice of meeting on the 3<sup>rd</sup> Wednesday of May at 10 a.m.. If such day is not a business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following Business Day.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board.

Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective convening notices.

The convening notices to general meetings of Shareholders may provide that the quorum and the majority at the general meeting shall be determined according to the Shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (referred to as “Record Date”). The rights of a Shareholder to attend a meeting and to exercise the voting rights attaching to his or her Shares are determined in accordance with the Shares held by this Shareholder at the Record Date.

The Fund is not required to send the annual accounts, the report of the approved statutory auditor and the management report to the Shareholders at the same time as the convening notice to the annual general meeting. The convening notice shall indicate the place and the practical arrangements for providing these documents to the Shareholders and shall specify that each Shareholder may request that they are sent to him. Notices of all general meetings are sent by registered mail to all registered Shareholders at their registered address at least eight (8) calendar days prior to such meeting. Such notice will indicate the time and place of such meeting and the conditions of admission thereto, will contain the agenda and will refer to the requirements of Luxembourg law with regard to the necessary quorum and majorities at such meeting. Notices of all general meetings will be published in the Mémorial, in Luxembourg newspaper(s) and in other newspaper (s) as the Board may decide, for Shareholder who hold bearer Shares, if any, to the extent required by Luxembourg law.

The agenda shall be prepared by the Board except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which instance the Board may prepare a supplementary agenda.

If all Shares are in registered form only convening notices may be mailed by registered mail only.

If all the Shareholders are either present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by the Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters. To the extent required by law, the notice may, in addition, be published in the Mémorial, in one or more Luxembourg newspapers, and/or in such other newspaper(s) as the Board may decide in its sole discretion.

**Art. 24. Quorum and Majority Conditions.** The quorum requirements are those provided for under Luxembourg law and regulations.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the votes cast.

**Art. 25. General Meetings of Shareholders in a Sub-Fund or in a Share Class.** The Shareholders in all the Share Class (es) issued in respect of a specific Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matter which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the Shareholders of any Share Class or Sub-Fund may hold, at any time, general meetings for any matter which relates exclusively to that Share Class or Sub-Fund.

The provisions of Article 23, paragraphs 1, 2, 6, 7, 8, 9 and 10 shall apply to such general meetings.

Each whole Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a Shareholder and may be a Director.

Any proxy granted by a Shareholder shall remain valid for any convened meeting, unless it is expressly revoked or provided otherwise therein.

Any resolution of the general meeting of Shareholders, affecting the rights of the holders of Shares in any Share Class or Sub-Fund vis-à-vis the rights of the holders of Shares in any other Share Class(es) or Sub-Fund(s), shall be subject to a resolution of the general meeting of Shareholders of such Share Class(es) or Sub-Fund(s) in compliance with article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

**Art. 26. Merger of the Fund, the Sub-Funds and/or Shares Classes and reorganisation of a Sub-Fund.** In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or Share Class has decreased to an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-Fund or Share Class to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economical or political situation relating to any Sub-Fund or Share Class would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund or Share Class or in order to proceed to an economic rationalization, or if the agreement with the investment manager or investment advisor has been terminated and such investment manager or investment advisor has not been replaced by a replacement investment manager or investment advisor (as the case may be), the Board may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant Shares Class(es) at the Net Asset Value per Share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) as of the Dealing Day on which such decision takes effect. The decision of the Board will be published (either in newspaper(s) to be determined by the Board or by way of a notice sent to the Shareholders at their addresses indicated in the register of Shareholders) prior to the effective date and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the compulsory redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the Shareholders, the Shareholders concerned may continue to request redemption or conversion of their Shares without redemption or conversion charges (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the effective date.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, the Shareholders of any one or all Share Class(es) within any Sub-Fund may, at a general meeting of Shareholder upon proposal of the Board resolve to redeem all the Shares of the relevant Share Class(es) issued within a relevant Sub-Fund and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) as of the Dealing Day on which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirement for such general meeting of Shareholders which shall decide by a resolution taken by simple majority of the votes validly cast.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Depositary Bank for a period of nine (9) months; after this period, these assets will be deposited with the Caisse de Consignations on behalf of the persons entitled thereto and the corresponding rights shall lapse in accordance with applicable law (in principle, 30 years).

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the Board may decide to merge any Sub-Fund with another existing Sub-Fund or with another Luxembourg or foreign UCITS or any sub-fund thereof. Such decision will be published in the same manner as described above (and, in addition, the publication will contain information in relation to the other Sub-Fund or Luxembourg or foreign UCITS, or sub-fund thereof, as applicable), no less than one (1) month before the date on which the merger becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption or conversion of their Shares, without redemption or conversion charges, during such period. At the expiry of this period, the relevant decision shall bind all the Shareholders who have not exercised such right.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraphs, a merger of any Share Class with another Share Class or a Luxembourg or foreign UCITS, or any sub-fund thereof, may be decided by a general meeting of the Shareholders concerned for which there shall be no quorum requirement and which will decide by a simple majority of votes validly cast.

In the event that the Board determines that it is required in the interests of the Shareholders of the relevant Sub-Fund or that a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned has occurred which would justify the reorganisation of one Sub-Fund by means of either a split or a consolidation into two or more Sub-Funds (followed, if necessary, by the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to the Shareholders), such resolution may be resolved upon by the Board. Such decision will be published in the same manner as described above and, in addition, the publication will contain information in relation to the two or more new Sub-Funds. Such publication will be made no less than one (1) month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the Shareholders to request, during that period of time, the redemption of same or all of their Share(s) without redemption charges.

All redeemed Shares shall be cancelled.

**Art. 27. Accounting year.** The accounting year of the Fund shall commence on the first day of January and shall terminate on the last day of December of the same calendar year.

**Art. 28. Distributions.** The general meeting of Shareholders shall, upon proposal of the Board and within the limits provided for by law, determine how the results of the Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the Board to declare, distributions.



Any resolution as to the distribution to Shareholders of a specific Share Class issued in respect of any Sub-Fund shall be only subject to a vote of the Shareholders of the relevant Share Class.

In respect of each Share Class or Sub-Fund entitled to distributions, the Board may decide to pay interim distributions in accordance with applicable laws and regulations.

The payment of the distributions shall be made to the account indicated in the register of Shareholders in case of registered Shares and upon presentation of the distribution coupon to the agent or agents therefore designated by the Fund in case of bearer Shares.

The Board may pay the distributions in the Dealing Currency or, in exceptional circumstances, in any other currency as selected by the Board and may be paid at such time and place as it shall determine from time to time.

The Board may decide to distribute stock dividends in lieu of cash distributions upon such terms and conditions as may be set forth by the Board.

Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant Sub-Fund(s).

No interest shall be paid on a distribution declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.

#### **Title V. Final provisions**

**Art. 29. Custodian Bank.** To the extent required by law, the Fund shall enter into a custodian bank agreement with a credit institution as defined by the law of April 5, 1993, on the financial sector as amended and/or replaced from time to time (herein referred to as the “Custodian Bank”).

The Custodian Bank shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2010 Law.

If the Custodian Bank desires to retire, the Board shall use its best endeavours to find a successor Custodian Bank. The Board may terminate the appointment of the Custodian Bank but shall not remove the Depositary Bank unless and until a successor Custodian Bank has been appointed to act in the place thereof.

**Art. 30. Dissolution of the Fund.** The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements applicable for the amendments to these Articles.

Whenever the share capital falls below two thirds of the minimum capital indicated in Article 5, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the general meeting of Shareholders by the Board. The general meeting of Shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the Shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Fund shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one fourth of the minimum capital set by Article 5; in such an event, the general meeting of Shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one fourth of the Shares represented at the meeting and validly cast.

The meetings must be convened so that they are held within a period of forty (40) days from the determination that the net assets of the Fund have fallen below two thirds or one fourth respectively of the legal minimum, as the case may be.

In the event of dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidator(s), who may be physical persons or legal entities, duly approved by the CSSF and appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and their remuneration.

Any liquidation proceeds of the Fund shall be deposited in escrow at the Caisse de Consignation at the close of the liquidation. Amounts not claimed from escrow within the period fixed by law shall be forfeited in accordance with the provisions of Luxembourg law.

**Art. 31. Liquidation and Merger of Sub-Funds.** Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, any merger of a Sub-Fund shall be decided by the Board unless the Board decides to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the Sub-Fund concerned. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. In case of a merger of one or more Sub-Fund(s) where, as a result, the Fund ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of shareholders for which no quorum is required and that may decide with a simple majority of votes cast.

In case the Board deems it appropriate due to important changes in the economic or political situation affecting a Sub-Fund, or if for any reason the net assets of one or more Sub-Funds have not reached or have fallen below an amount which the Board considers to be the minimum to guarantee an effective management of such Sub-Fund(s), the Board may redeem all the shares of the relevant Sub-Fund at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs in relation to the closing of the relevant Sub-Fund, without any redemption charges

Termination of a Sub-Fund by compulsory redemption of all the shares in case of reasons other than those set out in the preceding paragraph, may be effected only upon the prior approval of the shareholders of the relevant Sub-Fund at a duly convened shareholders' meeting of the relevant Sub-Fund, such meeting be validly held without a quorum and by simple majority of the votes cast.

The liquidation of the Sub-Fund(s) shall in principle be completed within nine (9) months. Any liquidation proceeds of a Sub-Fund shall be deposited in escrow at the Caisse de Consignation at the close of the liquidation. Amounts not claimed from escrow within the period fixed by law shall be forfeited in accordance with the provisions of Luxembourg law.

**Art. 32. Consolidation and Split of Share Classes.** The Board may, subject to CSSF approval (if required), decide to consolidate or split any Share Class(es) within a Sub-Fund. The Board may also decide to submit the question of the consolidation or split of Share Class(es) to a meeting of shareholders of such Share Class(es). No quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast.

**Art. 33. Amendments to the Articles.** These Articles may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided for by law.

**Art. 34. Statement.** Words importing a masculine gender also include the feminine gender, words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

**Art. 35. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

#### *Transitional dispositions*

- 1) The first financial year shall begin on the day of the incorporation and shall end on 31 December 2015.
- 2) The first annual general meeting shall be held in 2016.

#### *Subscription and Payment*

The subscriber has subscribed for the number of shares and has paid in cash the amounts as mentioned hereinafter:

Shareholder	Subscribed capital	Number of shares
Thierry Flecchia . . . . .	EUR 31,000	310

Evidence of the above payment has been given to the undersigned notary.

#### *Expenses*

The expenses which shall result from the incorporation of the Fund are estimated at approximately EUR 3,000.-.

#### *Statements*

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the amended law of 10 August 1915 on commercial companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

#### *Resolutions taken by the sole shareholder*

The above mentioned person, representing the entire subscribed capital, has immediately taken the following resolutions.

1. The following are elected as directors for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2016:

- Thierry Flecchia, Conducting Officer, having his professional address at 11, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Stéphane Fraenkel, Managing director, having his professional address at 41, avenue Montaigne, F-75008 Paris;
- Grégoire Scheiff, Conducting Officer, having his professional address at 25, Rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

2. The following is elected as approved independent auditor:

Deloitte Audit, having its registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Its mandate shall end on the date of the annual general meeting in 2016.

3. The registered office of the Fund is fixed at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

The undersigned notary made aware the appearing party that the dispositions of the law of 28 July 2014 must be complied.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the above named person, this deed is worded in English.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, surname, civil status and residence, said appearing person signed together with us, the notary, this original deed.

Signé: J. MULLO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 17 février 2015. Relation: 1LAC/2015/4955. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 février 2015.

Référence de publication: 2015031958/663.

(150035386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2015.

---

**ISS Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 174.393.

---

Il est à noter ce qui suit:

Madame Alena Tokmakova, née le 21 mai 1981 à Chelyabinsk, Russie, résidant au 6, rue Voroshilova, apt 95, Magnitogorsk, Russie démissionne de son mandat de gérant avec effet immédiat en date du 26 janvier 2015 de la société ISS Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 174, route de Longwy L-1940 Luxembourg, avec un capital social EUR 20.000,-et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 174.393.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015013550/14.

(150016173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**J P S Impec Occasions Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9166 Mertzig, 5, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 91.539.

---

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015013554/10.

(150016237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Jempy Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 43-45, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 189.169.

---

Les statuts coordonnés au 09/01/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09/01/2015.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015013557/12.

(150016297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Jerry & Co S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 169.785.

---

Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision du Conseil d' Administration en date du 12 janvier 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597, a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Pour: JERRY&CO S.A. SPF

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015013561/16.

(150016174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Jesmond Benelux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 36.850.

---

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015013562/12.

(150016132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**JMK Concept S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1740 Luxembourg, 42-44, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 150.233.

---

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 22 janvier 2015*

*Unique résolution*

Est nommé gérant unique de la société JMK CONCEPT SARL, Monsieur Joao Manuel PEREIRA MORGADO, salarié, né le 27 août 1981 à Chaves (P), demeurant à L-4011 Esch-sur-Alzette, 39, rue de l'Alzette.

La société sera valablement engagée dans toutes les circonstances par sa seule signature.

Fait et passé à Esch-sur-Alzette.

Joao Manuel PEREIRA MORGADO.

Référence de publication: 2015013563/13.

(150016426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Kamsa Luxco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 177.677.

---

Les statuts coordonnés au 17 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

*Notaire*

Référence de publication: 2015013567/11.

(150016134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Kamsa Luxco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 177.704.

---

Les statuts coordonnés au 17 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

*Notaire*

Référence de publication: 2015013569/11.

(150016162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**Kreuzberg Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 129.945.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013574/10.

(150015305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

**Milia Gestion S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 193.521.

*Rectificatif du dépôt numéro L150007189, déposé le 13/01/14.*

L'an deux mille quatorze, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire résidant à Luxembourg.

**ONT COMPARU:**

1) Monsieur Agop-Vartakes KIRMIZIYAN, indépendant, né le 29/04/1931 à Mun. Ploiesti Jud. Prahova (Roumanie), demeurant 35, Blv. Magheru nr. 35 Apt. 63, Sect. 1 Bucarest, Roumanie, ici représenté par Monsieur Henri Reiter, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

2) Madame Corina MIHAESCO, indépendante, née le 26/04/1948 à Bucarest (Roumanie), demeurant 35, Blv. Magheru, Apt. 53 Sect. 1, Bucarest, Roumanie, ici représentée par Monsieur Henri Reiter, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé.

3) North Atlantic Services Ltd, BVI c/o North Atlantic Trust Company Limited, ayant son siège social Suite 3-E, Eurolife Building, 1 Corral Road, PO Box 894, GX11 1AA, Gibraltar, ici représentée par Monsieur Henri Reiter, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé.

4) Altern&Take, société privée à responsabilité limitée, avec siège social à B-1120 Bruxelles, Avenue des Croix de Guerre 194/13, ici représentée par Monsieur Henri Reiter, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Les procurations prémentionnées resteront annexées aux présentes.

Lesquels comparants ont déclaré constituer une société à responsabilité limitée, régie par la loi et les présents statuts.

**Titre I<sup>er</sup> . - Dénomination, Siège, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le nom de la société est «MILIA GESTION S.à r.l.».

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des gérants.

Au cas où des développements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale du siège social ou la communication aisée avec ce siège, ou de ce siège social à l'étranger se sont produits ou sont imminents, les gérants pourront transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. La Société prendra en particulier une participation comme associé commandité dans la société de droit luxembourgeois MILIA S.C.A. et agira comme gérant de cette société.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

D'une façon générale elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

**Art. 4.** La société est établie pour une durée illimitée.

## **Titre II. - Capital social, Apports, Parts sociales**

**Art. 5.** Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-). Il est représenté par CENT (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (EUR 125,-) chacune.

**Art. 6.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social dans le respect des conditions prévues aux paragraphes suivants. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

L'associé qui veut céder tout ou partie de ses parts sociales doit en informer les autres associés par lettre recommandée en indiquant le nombre des parts sociales dont la cession est demandée, les nom, prénoms, profession et domicile des cessionnaires proposés.

Les autres associés auront alors un droit de préemption pour le rachat des parts sociales dont la cession est proposée. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun des associés. Le non-exercice, total ou partiel, par un associé de son droit de préemption accroît celui des autres.

En aucun cas, les parts sociales ne seront fractionnées: si le nombre des parts sociales à céder n'est pas exactement proportionnel au nombre des parts sociales pour lesquelles s'exerce le droit de préemption, les parts sociales en excédent sont, à défaut d'accord, attribuées par la voie du sort.

L'associé qui entend exercer son droit de préemption doit en informer les autres associés par lettre recommandée dans les deux mois de la lettre l'avisant de la demande de cession, faute de quoi il est déchu de son droit de préemption.

Pour l'exercice de droits procédant de l'accroissement, les associés jouiront d'un délai supplémentaire d'un mois commençant à courir à l'expiration du délai de deux mois imparti aux associés pour faire connaître leur intention quant à l'exercice du droit de préemption.

Le prix payable pour l'acquisition de ces parts sociales sera déterminé de commun accord entre l'associé cédant et le ou les associé(s) acquéreur(s), et à défaut par un expert-comptable et fiscal désigné de commun accord par l'associé cédant et le ou les associé(s) acquéreur(s), et en cas de désaccord, par un expert indépendant nommé par le tribunal de commerce du ressort du siège social de la société à la requête de la partie la plus diligente.

L'expert rendra son rapport sur la détermination du prix dans le mois qui suit la date de sa nomination. L'expert aura accès à tous les livres et autres documents de la société qu'il jugera indispensables à la bonne exécution de sa mission.

**Art. 7.** Les droits et obligations attachés à une part sociale suivent le titre en quelque main qu'il passe. La possession d'une part sociale emporte adhésion aux statuts sociaux et aux décisions des associés.

**Art. 8.** Les parts sociales sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale pour l'exercice des droits qui y sont attachés.

## **Titre III. - Gérance et Surveillance**

**Art. 9.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Les associés peuvent décider de nommer un ou plusieurs Gérants de Catégorie A et un ou plusieurs Gérants de Catégorie B.

Les associés fixent le nombre de gérants. Les gérants sont nommés, suspendus de leurs fonctions et révoqués par les associés.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux Gérants ou par les signatures conjointes ou la signature individuelle de toutes personnes à qui le pouvoir de signature a été délégué par le Conseil de Gérance dans les limites de ce pouvoir.

Cependant, si l'associé unique ou les associés ont désigné un ou plusieurs Gérants de Catégorie A et un ou plusieurs Gérants de Catégorie B, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers soit par la signature individuelle d'un Gérant de Catégorie A, soit par la signature conjointe de deux gérants de Catégorie B, ou par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B ou par les signatures conjointes ou la signature individuelle de toutes personnes à qui le pouvoir de signature a été délégué par le Conseil de Gérance dans les limites de ce pouvoir.

Les gérants peuvent nommer des directeurs ou employés et déterminer leurs fonctions et pouvoirs, ainsi que leur autorisation à représenter la Société.

Au cas où une personne morale est gérant, la Société est engagée par la signature de la personne qui a pouvoir d'engager la personne morale.

Au cas où tous les gérants ou l'unique gérant sont absents ou dans l'impossibilité d'agir, les associés sont temporairement chargés de la gestion et représentent la société dans tous les actes juridiques et autres.

En cas d'opposition d'intérêts entre la société et un des gérants, la société sera représentée par le ou les autres gérants s'il y en a plusieurs; elle sera représentée par les associés s'il y a seulement un gérant ou s'il y a opposition d'intérêts entre la Société et tous les gérants.

**Art. 10.** Les associés peuvent confier la surveillance de la société à un ou plusieurs commissaires.

#### **Titre IV. - Décisions des associés et assemblées générales**

**Art. 11.** Les associés prennent leurs décisions en assemblée générale ou, si tous les associés sont d'accord, par simple décision écrite. Toute décision doit être approuvée par les associés représentant la majorité des parts sociales. Les assemblées générales sont convoquées par les gérants.

Les modifications des statuts devront être approuvées par les associés représentant les trois quarts des parts sociales.

Aussi longtemps que la société ne compte qu'un seul associé, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer.

Les décisions de l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, sont consignées dans un registre tenu au siège social.

#### **Titre V. - Inventaire, Bilans, Répartitions de bénéfices, Réserves**

**Art. 12.** L'exercice social coïncide avec l'année calendrier.

Chaque année, à la fin de l'exercice social, les écritures de la Société sont arrêtées et les gérants dressent le bilan ainsi que le compte de profits et pertes et le rapport des gérants sont soumis à l'approbation des associés.

Ceux-ci peuvent en prendre connaissance au siège social et obtenir copie à leurs frais.

**Art. 13.** Sur le bénéfice net à déterminer conformément aux principes comptables généralement admis, il est prélevé annuellement cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire, lorsque cette réserve atteindra un dixième du capital social. Il reprendra cours si cette réserve venait à être entamée. Le surplus demeurera à la disposition des associés qui en détermineront souverainement l'affectation tant en ce qui concerne le dividende que les mises en réserve et reports à nouveau.

#### **Titre VI. - Dissolution, Liquidation**

**Art. 14.** En cas de dissolution de la société pour quelque cause que ce soit et à n'importe quel moment les associés désignent un ou plusieurs liquidateurs, déterminent leurs pouvoirs et leurs émoluments, et fixent la méthode de liquidation. A défaut de décision prise à cet égard par les associés, les gérants en fonction sont considérés comme liquidateurs.

**Art. 15.** Le produit net de la liquidation, après apurement des charges passives, sera réparti en parts égales entre toutes les parts sociales.

##### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et finira le 31 décembre 2015.

##### *Souscription et libération*

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés les comparants déclarent souscrire les cent (100) parts sociales comme suit:

1) Monsieur Agop-Vartakes KRIMIZIYAN, prénomné: Vingt-cinq parts sociales . . . . .	25
2) Madame Corina MIHAESCO, prénomnée: Vingt-cinq parts sociales . . . . .	25
3) North Atlantic Services Ltd, prénomnée: Vingt-cinq parts sociales . . . . .	25
4) Altern&Take, prénomnée: Vingt-cinq parts sociales . . . . .	25
Cent parts sociales . . . . .	100

Les soussignés déclarent et reconnaissent que chacune des parts sociales est entièrement libérée de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-) est dès à présent à la disposition de la Société ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné.

##### *Frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces, qui incombent à la société à la suite de la constitution, s'élèvent à environ EUR 1.500.-.

##### *Assemblée générale extraordinaire*

Immédiatement après la constitution de la société, les comparants précités, représentant la totalité du capital social et se considérant dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté qu'elle était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1.- Sont nommés gérants de la société pour une durée indéterminée:

a) Monsieur Agop-Vartakes KIRMIZIYAN, indépendant, né le 29/04/1931 à Mun. Ploiesti Jud. Prahova (Roumanie), demeurant 35, Blv. Magheru nr. 35 Apt. 63, Sect. 1 Bucarest, Roumanie,

b) Madame Corina MIHAESCO, indépendante, née le 26/04/1948 à Bucarest (Roumanie), demeurant 35, Blv. Magheru, Apt. 53 Sect. 1, Bucarest, Roumanie,

c) Maître Nicolas Killen, avocat, né le 18/12/1964 à Genève, demeurant professionnellement 2, rue de Jargonant, CH-1211 Geneva 6,

d) Monsieur Jacques Reckinger, né le 14/03/1965 à Luxembourg, employé, demeurant professionnellement 40, boulevard Joseph II à L-1840 Luxembourg,

e) Monsieur Guillaume Lefèvre, avocat, né le 19 septembre 1970 à Croix (France - 59), demeurant professionnellement à 3, rue Bayard, F-59000 Lille.

2.- Le siège social de la société est établi à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire instrumentant, le comparant prémentionné a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: H. REITER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63703. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013688/171.

(150016030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

#### **Mill Luxembourg Holdings 1, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 18.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 176.460.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015013655/10.

(150015463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

#### **Mill Luxembourg Holdings 2, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 176.461.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015013657/10.

(150015357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

#### **Multi Rent a Car S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6187 Gonderange, 2, rue d'Eschweiler.

R.C.S. Luxembourg B 113.446.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26/01/2015.

Référence de publication: 2015013661/10.

(150016151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---